

RAPPELS

CHAPITRE I : LES INSTRUMENTS D'ANALYSE STATISTIQUE

Les instruments d'analyse statistique sont au nombre de 4 : **les indices simples, le taux d'accroissement, le coefficient multiplicateur et la part.**

L'analyse de ces instruments permet de comprendre le langage des chiffres ; d'où une allusion à leurs interprétations ou à leurs significations

I-LES INDICES SIMPLES

Ils permettent d'interpréter l'évolution d'une grandeur. Ils sont obtenus à partir du rapport entre 2 valeurs d'une même grandeur. Les indices simples sont calculés en fonction de l'année de référence ou l'année de base.

Par convention on affecte toujours l'indice 100 à l'année de base

$$I_{t1/t0} = \frac{G_{t1}}{G_{t0}} * 100 \text{ alors } I = \frac{VA}{VD} * 100$$

N.B. : Le choix de l'année de base se fait de 4 façons : **le début de la période, l'année médiane et l'année précédente** (communément appelé base 100 l'année précédente).

REMARQUES

Bien qu'il soit multiplié par 100, l'indice n'est pas exprimé en %. Il retrace une évolution mais ne donne ni le volume ni le niveau ; autrement dit à partir des seuls indices, on ne peut pas apprécier l'importance d'une grandeur par rapport à une autre.

En ce qui concerne l'année de base, les 3 premiers choix demeurent fixes alors que le dernier varie chaque année.

II-LES TAUX D'ACCROISSEMENT

On les appelle encore taux de croissance ou taux de variation. Il y a lieu de distinguer absolument 2 taux d'accroissements véritablement différents.

1-Le taux d'accroissement global (TAG ou T)

Il enregistre une évolution entre 2 périodes de référence. $TAG = \frac{VA-VD}{VD} * 100$

2-Le taux d'accroissement annuel moyen (TAAM ou T')

Exprimé en %, il enregistre une évolution fictive (imaginaire) entre 2 périodes de référence fictives car les taux effectivement constatés sont différents des taux annuels moyens obtenus

$$TAM = (\sqrt[n]{M}-1) \times 100 \text{ ou encore } TAAM = (\sqrt[n]{mg}-1) \times 100$$

$M = \frac{VA}{VD}$; $mg = m \times m \times m \times m \dots$ et n = nombre d'années sur la période

REMARQUES

a-On ne peut compenser une baisse par une hausse équivalente.

b-On ne peut additionner ni soustraire les taux d'accroissement, on ne peut que les multipliés ou les divisés entre eux. Pour cela il faut au préalable les transformer en coefficient multiplicateur.

c-On utilise une formule (issue de la 1^{ère}) pour calculer le TAG si les chiffres au départ sont exprimés en %. Les taux d'accroissements **TAG=(mg-1)x100**

d-Quand un taux d'accroissement diminue mais en restant positif, il y a ralentissement de la grandeur si elle continue d'augmenter mais faiblement. Si le taux ne cesse d'augmenter, il y a accélération.

Il y a diminution si et seulement si le taux d'accroissement est négatif sur une période.

e-Le TAAM se calcule toujours à partir des coefficients multiplicateurs (mg). Pour obtenir le résultat on procède à l'extraction de la racine n nième à partir d'une calculatrice à double fonction comme ci-dessous :

Introduire dans la machine la valeur n (ou le nombre d'année) ; appuyer sur la touche 2^{nde} fonction, INV ou shift selon les machines ; appuyer sur la touche y (puissance) x ou x (radical) ; introduire dans la machine à extraire (ou valeur sous radical) ; appuyer sur =.

III-LES COEFFICIENTS MULTIPLICATEURS (M)

Il exprime le nombre de fois par lequel une grandeur est multipliée sur une période donnée $m = \frac{VA}{VD}$ ou $m = \frac{T}{100+1}$

N.B. : Si $m < 1$, cela signifie qu'il y a une diminution de la grandeur ; si $m > 1$, cela signifie une augmentation de la grandeur ; si $m = 1$ alors il y a une stabilité de la grandeur.

IV-LA PART

Elle mesure l'importance ou le poids d'une grandeur dans un ensemble donné.

$P = \frac{\text{Sous Ensemble}}{\text{Ensemble}} * 100$; la somme des parts est toujours égale à 100%.

CHAPITRE II : RECONNAISSANCE ET INTERPRETATION DES UNITES

Nous distinguons plusieurs unités telles que les indices, le % du taux d'accroissement, le % de la part, le million d'habitants, le milliard d'€. Parmi toutes ces unités seules les 1^{ères} nécessitent généralement une interprétation.

I-RECONNAISSANCE DES UNITES

Dans un tableau statistique, l'unité se reconnaît à travers le titre qui l'accompagne et se trouve souvent dans les parenthèses ou à l'intérieur du tableau.

-pour le cas spécifique de l'indice, l'unité est déterminée à partir de l'année de base qui est donnée dans le tableau ;

-pour la part désignée le plus souvent par la proportion, la colonne ou la ligne du tableau donnant un total de 100% permet d'identifier cette unité. En ce qui concerne le TAAM, on le désigne dans le titre du tableau statistique par l'expression variation annuelle moyenne ou en % par an.

II-INTERPRETATION DES UNITES

Interpréter une unité revient à donner sa signification dans une phrase à travers un chiffre. Dans cette phrase n'apparaît plus le nom de l'unité. Cela permet de comprendre tout le contenu d'un tableau statistique.

Pour interpréter l'indice, on le transforme tout d'abord en TAG ou en coefficient multiplicateur (m) par rapport à l'année de base. On fait ensuite une phrase avec l'une de ces valeurs ainsi calculées.

S'agissant du TAAM, il s'interprète de la manière suivante « **de telle année à telle année, la grandeur à augmenter ou diminuer de X% en moyenne chaque année** ».

La part s'interprète en fonction de sa formule et **commence toujours par 100** (l'ensemble) et se termine par le chiffre à interpréter (sous ensemble).

CHAPITRE III : ANALYSE DES DIFFERENTS TYPES DE DOCUMENTS

Plusieurs types de documents accompagnent sujets de dissertation économique dont notamment les textes, les tableaux statistiques et les graphismes. Chacun de ces documents renferme des informations nécessaires à la compréhension du sujet de dissertation.

Leur analyse consiste donc à tirer le contenu essentiel selon une technique qui diffère en fonction de la nature du document.

I-ANALYSE D'UN TEXTE

Elle se fait de deux façons :

1. On note les mots clés ou importants du texte à partir desquels on essaie de construire

des phrases cohérentes.

2. On note plusieurs idées du texte et on essaie de tirer l'idée maitresse.

N.B. : Les expressions ou mots importants du texte peuvent aussi être retenus comme idée.

II-ANALYSE D'UN TABLEAU STATISTIQUE

Devant un tableau statistique, on doit se poser 3 questions :

1. Quel est le titre ?
2. Quelle est l'unité utilisée ?
3. Par où commencer l'étude des nombres dans le tableau ?

•Si le titre existe, il facilite la compréhension et guide dans l'analyse. S'il n'existe pas, il faut en trouver à partir des informations marginales c'est-à-dire celles qui sont contenues dans les lignes et colonnes du tableau.

•L'unité est soit explicitement ou implicitement donné (confère ; reconnaissance et interprétation des unités).

- i. On décrit en partant du général au particulier. L'idée générale est contenue dans la ligne ensemble (ou moyenne) ou la colonne totale. Le cas particulier concerne le détail du plus petit au plus grand chiffre.
- ii. On explique ce qu'on a décrit auparavant.
- iii. On oppose les cas extrêmes.

III-ANALYSE D'UN GRAPHIQUE

Elle est identique à celle d'un tableau scientifique.

CHAPITRE IV : TECHNIQUE DE DISSERTATION ECONOMIQUE AVEC DOCUMENTS

Elle comporte 2 phases : la phase d'élaboration du sujet ou phase préliminaire et la phase de la rédaction.

La 1^{ère} phase consiste à rassembler et ordonner les idées à partir des documents qui accompagnent le sujet. Cette phase se fait entièrement sur un brouillon.

La 2^{ème} phase permet de rédiger les 3 éléments fondamentaux d'une dissertation (introduction, développement et conclusion) à partir des idées préalablement sélectionnées.

Cette technique se résume en quelques points ainsi qu'ils suivent :

1. Lire plusieurs fois le sujet afin de cerner, définir le contenu ; bref le comprendre (au moins 5 minutes).
2. Dégager les principales parties du sujet en leur donnant des titres provisoires à chacune d'elles.
3. Prendre connaissance des documents qui accompagnent le sujet. Il s'agit de s'imprégner brièvement du contenu de chacun des documents.
4. Analyser un à un les documents qui accompagnent le sujet. Cela doit se faire dans un tableau comme suit :

N° du document ; titre du document ; contenu essentiel ; place dans le sujet ; connaissances personnelles.

1. Regrouper les documents ainsi analysés (pour cela, il faut se référer à la 4^{ème} colonne du tableau d'analyse des documents. Ce regroupement permet de se faire une idée sur les différentes sous parties et paragraphes du plan.
2. Etablir le plan détaillé. Cela revient à éclater les deux principales parties du sujet en sous parties et paragraphes (au nombre de 3 au maximum chacun)
3. Rédiger l'introduction et la conclusion en respectant leurs rôles.
4. Rédiger le développement à partir du plan détaillé.

N.B. : Les points 1 à 6 constituent la phase d'élaboration du sujet et se font sur brouillon. Les points 7 et 8 concernent la phase de rédaction.

1^{ère} PARTIE : LES TRANSFORMATIONS DEMOGRAPHIQUES ET CROISSANCE ECONOMIQUE

CHAPITRE I : LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE : EVOLUTION ET MECANISMES

I-L'EVOLUTION DE LA POPULATION MONDIALE

En 1700 le monde comptait 680 millions d'habitants et 6122 millions d'habitants en 2000. La population mondiale, au fil des siècles, n'a donc cessé d'augmenter. Cependant le rythme de croissance de cette population n'est pas uniforme.

1-Evolution globale

De 1700 à 1960, l'évolution de la population mondiale a été assimilée à une accélération. De 1700 à 1900, il n'a fallu que 2 siècles pour que la population mondiale double. 35 ans pour qu'elle enregistre à nouveau un doublement.

Depuis 1960 à 1970, on assiste à un ralentissement de la population mondiale.

2-Evolution par région

De façon générale, le poids démographique des P.E.D est élevé alors que dans les P.D il est faible. L'Asie a toujours été le continent le plus peuplé mais son poids diminue dans la population mondiale (**63,4% en 1970**) pour ne représenter que près de la moitié en 2100 (**49,5%**).

L'Afrique connaît la plus forte croissance démographique et elle devrait représenter **25%** de la population mondiale en 2100. Les PD voient leur part diminuée après avoir connu un maximum en 1950 (**29,3%**).

II-LES MECANISMES DE L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

1-La transition démographique

La transition démographique est le processus au cours duquel une société passe d'un régime équilibré de taux de natalité et mortalité élevés (**régime démographique traditionnel**) à un régime de basses natalités et mortalités (**régime démographique moderne**).

La transition démographique se traduit par 2 phases :

-**dans la 1^{ère} phase**, la mortalité chute brutalement alors que la natalité reste constante. Cela est à l'origine d'un important accroissement démographique appelé « **implosion ou inflation démographique** » ;

-**dans la 2^{ème} phase**, la natalité à son tour diminue et rejoint ainsi la mortalité mais tout en lui

restant supérieur. Dans ce cas, on note un ralentissement de la population ou même une dépopulation. En définitive, nous pouvons dire que les P.D ont achevé leur transition démographique. Alors que la plupart des P.E.D seraient en pleine phase transitoire.

Cependant, dans ce 2nd groupe de pays, certains n'ont pas encore entamé leur transition (Afrique subsaharienne), tandis que d'autres (la Chine, l'Inde) à l'image des P.D ont achevé ou presque achevé leur transition.

2-La baisse de la mortalité

Plusieurs facteurs expliquent la baisse de la mortalité.

Dans les P.D, elle est due au progrès de l'hygiène, au développement de l'instruction, au développement économique qui a permis d'accroître le niveau de vie de la population (à travers particulièrement la révolution agricole). Les progrès de la médecine auraient davantage joué sur la réduction de la mortalité s'ils n'étaient pas postérieurs aux 1^{ères} baisses significatives.

Dans les P.E.D, les progrès de la médecine qui sont un facteur exogène ont beaucoup contribué à la baisse de la mortalité. À cela il faut surtout ajouter une certaine efficacité économique qui a permis de lutter contre les grandes famines.

L'une des conséquences de la baisse de la mortalité est l'augmentation de l'espérance de vie que l'on constate partout dans le monde bien qu'elle augmente beaucoup plus vite dans les P.D que dans les P.E.D où elle y est encore faible.

3-La baisse de la fécondité

Plusieurs facteurs sont à l'origine de la baisse de la fécondité :

-la baisse de la mortalité infantile : La mortalité infantile ayant baissé, pour garder un certain nombre d'enfants, on en fait moins. C'est ainsi que le comportement de la natalité va s'adapter à celui de la mortalité ;

-l'accroissement du niveau de vie : Les revenus étant suffisants, les couples songeront à faire moins d'enfants ;

-la multiplication des biens et services a changé les mentalités : Les ménages font désormais un choix entre faire des enfants ou posséder certains biens ;

-les stratégies de l'ascension sociale : Faire peu d'enfants pour leur permettre d'accéder à un statut social supérieur (voyages, études supérieures) ;

-la diffusion des moyens contraceptifs : Partout dans le monde nous constatons une baisse de la fécondité qui devient ainsi un fait universel. Cependant elle demeure encore élevée dans les P.E.D pour les raisons suivantes : les obstacles religieux des 2 grandes religions monothéistes à une quelconque réduction ou limitation des naissances, le rôle productif de l'enfant dans nos sociétés, l'assurance vieillesse, etc....

III-LES INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES

1-L'indice synthétique de fécondité

Il est encore appelé indicateur conjonctuel de fécondité. Il est obtenu en additionnant les différents taux de fécondité par âge et il reflète la fécondité du moment.

L'indicateur conjonctuel de fécondité est le nombre moyen d'enfants qu'une ou 100 femmes mettraient au monde, si l'année considérée elle(s) passai(ent) par tous les stades de la vie féconde.

2-La descendance finale

Elle représente le nombre moyen d'enfants effectivement mis au monde par une femme. Elle n'est calculée qu'après la fin de la vie féconde.

3-Le taux de reproduction

Le nombre de filles qui serait mise au monde par une génération fictive. On l'obtient en multipliant l'indicateur de la fécondité par **48,8%** (la part des filles parmi les naissances. Le taux net de reproduction (qui tient compte du taux de mortalité jusqu'aux années fécondes) permet de se faire une idée sur le seuil de remplacement ou de renouvellement des générations. Ainsi le renouvellement des générations est assuré à **2,1** enfants par femmes dans les P.D et **2,6** dans les P.E.D.

CHAPITRE II : *LE VIEILLISSEMENT DEMOGRAPHIQUE DANS LES P.D*

I-L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

1-Natalité et mortalité

De l'après guerre (fin 2^{ème} guerre mondiale) jusqu'au milieu des années 1960, une reprise subite et prolongée de la natalité et de la fécondité va toucher l'ensemble des P.D (**Baby boom**) qui durera près de 25 ans et fournira la main d'œuvre importante des années 70-80.

Ce comportement démographique s'explique par la fin de la guerre c'est-à-dire les retrouvailles des couples après la guerre, la reprise économique, les similitudes sociales et familiales propices.

A partir de 1965, la natalité et la fécondité connaissent un net recul tandis que la mortalité stagne. Dans la plupart des pays capitalistes développés, le remplacement des générations n'est plus assuré par exemple en 1933 la fécondité était de **1,5** enfants par femme (qui est qualifié de championne des naissances en Europe) avec **2,0** enfants en Grande Bretagne, **1,25** en RFA.

2-La structure par âges

Le poids des personnes âgées de 65 ans et plus augmente régulièrement dans les pays capitalistes développés depuis 1960 (**9,7%**) et pourrait représenter **20 à 25%** de la population mondiale en 2025.

Certains pays comme la Suisse et la RFA devraient compter plus de **28%** de personnes âgées au 21^{ème} siècle. Le vieillissement se définit comme l'augmentation de la part des personnes âgées de 60 ou 65 ans et plus dans la population totale. Deux facteurs sont à l'origine de ce phénomène :

-la baisse de la fécondité : Les jeunes étant moins nombreux, la base de la pyramide se rétrécit. C'est le vieillissement par le bas de la pyramide ;

-la baisse de la mortalité : Elle entraîne le vieillissement si elle est enregistrée aux âges les plus élevés. C'est le vieillissement par le haut de la pyramide.

II-LES CONSEQUENCES DU VIEILLISSEMENT DEMOGRAPHIQUE

1-Un bouleversement politique

Le vieillissement démographique de nos jours est une réalité dans les P.D et plus tard leur population pourrait diminuer pour ne représenter que 10% de la population mondiale au 21^{ème} siècle. Ainsi la suprématie politique et économique de ces pays risquent de se trouver remis

en question.

Une telle évolution peut ainsi engendrer de nouveaux flux migratoires en provenance des pays du sud.

2-Le bouleversement des systèmes de protection sociale

A court terme, la baisse de la fécondité peut avoir des effets positifs tels que la diminution des allocations familiales, amoindrissement des dépenses d'éducation. Cependant à long terme deux problèmes se posent :

a-Le financement des retraite : Il existe 2 systèmes de financement des retraites :

-le système de répartition : Dans ce système les cotisations sociales versées par les actifs financent les retraités du moment, c'est le système le plus répandu ;

-le système de capitalisation : Chaque individu finance sa propre retraite en plaçant une partie de son salaire avec l'aide d'organismes spéciaux (entreprises d'assurance). De nos jours, de plus en plus, on se dirige vers un système mixte. Le système de capitalisation est souvent présenté comme inégalitaire.

En effet, seules les personnes aisées peuvent se permettre d'adhérer à ce système.

Le système de répartition présente 2 inconvénients :

1. Il est aussi injuste car la mortalité frappe différemment les individus selon leur catégorie socioprofessionnelle.
2. Il n'est plus adapté à la nouvelle structure de la population. En effet le rapport $\frac{\text{Actifs}}{\text{Inactifs}}$ se dégrade car il y a de plus en plus de retraités et de moins en moins de cotisants. Par exemple en 1950 aux USA, on comptait 5 actifs pour un retraité contre 4 pour 1 en 1985 ; au Japon en 1985 6 pour 1 contre 4 pour 1 en 2000 ; en France en 1975 on comptait 2,5 pour 1 contre 2 pour 1 en 2010.

De plus les pensions de retraite doivent être régulièrement réévaluées et versées de plus en plus longtemps avec l'augmentation de l'espérance de vie.

Avec la dégradation du nombre $\frac{\text{Actifs}}{\text{Retraités}}$, le système de répartition est rendu difficile.

Plusieurs solutions douloureuses sont envisageables :

- retarder l'âge de la retraite (65 ans pour les hommes et 70 ans pour les femmes;
- augmenter le montant des cotisations versées par les actifs ;
- augmenter la durée de paiement des cotisations sociales ;
- diminuer le montant des pensions de retraites ;
- développé le système de capitalisation.

b-Les dépenses de santé

L'entretien des personnes âgées coûtent énormément cher à la société que celui des jeunes d'où un conflit de génération. En effet ces personnes âgées nécessitent plus de soins médicaux et doivent se faire hospitaliser très souvent.

3-La société nouvelle

Une société dans laquelle le poids du 3^{ème} âge devient de plus en plus élevé, peut être moins productive (la productivité est ascendante et descendante avec l'âge) de plus certains marchés sont délaissés (jouets, vêtements, pédiatrie...) et réorienté (loisirs, vacances organisées).

Le vieillissement démographique peut aussi développer le travail au noir, le secteur associatif ainsi que le secteur de l'aide personnalisée aux personnes âgées (emplois d'infirmières, de lecteurs de journaux pour les personnes âgées dans les maisons).

CHAPITRE III : CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET DEVELOPPEMENT

I-LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE : OBSTACLE AU DEVELOPPEMENT

1-La thèse Malthusienne

Thomas Robert Malthus (1766-1834) est un pasteur anglais et économiste classique. Il publie des ouvrages tels que « **essaie sur le principe de la population en 1798** » ; « **principes d'économie politique en 1820** ».

Selon Malthus, Il y a donc un décalage entre la croissance de la population et celle des subsistances : tous les 25 ans la population varie selon une progression géométrique alors que les subsistances varient selon une progression arithmétique, obéissant ainsi à la loi des rendements non proportionnels (l'exploitation excessive rend la terre moins productive). Il en résulte misère et pauvreté.

Cet état de chose provoque la disparition des plus pauvres : l'Etat ne doit pas intervenir pour aider les pauvres. Les individus ne doivent procréer que s'ils peuvent subvenir aux besoins de leur famille.

2-Les arguments antinatalistes

C'est à partir des années 1960 que l'exceptionnelle augmentation de la population des pays du tiers monde est apparue, selon les antinatalistes, comme un obstacle au développement économique.

L'argumentaire retient les propositions suivantes : la croissance démographique identifiée à travers une fécondité qui demeure élevée :

- mène à l'épuisement des ressources naturelles ou leurs exploitations à un coût supérieur ;
- accroît le rapport de dépendance $\frac{\text{Inactifs}}{\text{Actifs}}$;
- aggrave l'inégalité de la répartition des revenus ;
- absorbe une grande partie du capital augmentant les investissements sociaux (les logements, les hôpitaux) destinés à maintenir le niveau de vie.

Ces investissements sociaux concurrencent ceux directement productifs.

II-LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE : MOTEUR DU DEVELOPPEMENT

1-Les effets sur la demande des biens et services

Une population trop nombreuse provoque un accroissement des besoins donc une augmentation de la dépense nationale pour satisfaire cette demande supplémentaire.

Les entreprises sont incitées à produire davantage pour le marché intérieur qui voit ainsi sa taille s'élargir. On assiste également à la création de nouveaux revenus et à la création de nouveaux emplois par les mêmes entreprises.

La pression démographique selon **Ester Boserup** (économiste nord américain) génère une productivité et une capacité d'innovation accrue (la pression créatrice).

2-Les effets sur l'offre de travail

Une population jeune et nombreuse permet de fournir une main d'œuvre bon marché, disponible pour les productions industrielles. Par ailleurs les jeunes générations sont souvent mieux formées et instruites, leurs productivités plus élevées.

Les prédictions de Malthus semblent avoir été démenties par les faits : grâce au progrès de l'agriculture, les subsistances (la production alimentaire) à l'échelle mondiale n'ont cessé de croître et suffisent à nourrir la population mondiale.

Ainsi il semble qu'il n'y ait donc pas de relation bien définie entre croissance démographique et croissance économique. Un atout jusqu'à un certain seuil au delà duquel elle devient un handicap. Il existe alors un optimum de population en fonction des ressources d'un pays, d'une région. Le plus intéressant serait donc de déterminer cette population optimale.

III-LES POLITIQUES DEMOGRAPHIQUES

1-Les politiques natalistes

Les politiques menées dans les P.D sont largement incitatives : l'Etat favorise les naissances en accordant des réductions d'impôts ou des primes (allocations familiales). Parallèlement le développement de la contraception et la légalisation de l'avortement permettent une plus grande liberté de l'individu, une attitude favorable à la natalité.

2-Les politiques anti-natalistes

La plupart des P.E.D suivent des politiques anti-natalistes.

Les mesures sont plus ou moins autoritaires et vont de simples campagnes de sensibilisations et d'informations, de diffusions des moyens contraceptifs aux sanctions financières et sociales (le cas de la Chine avec la politique de l'enfant unique).

L'augmentation des revenus et par conséquent celle du niveau de vie semble être le meilleur moyen de réduire la natalité.

CHAPITRE IV : LES MECANISMES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

I-DEFINITION ET MESURE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Définition

1-La croissance économique

Selon **François PERROUX**, la croissance économique est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs longues périodes d'un indicateur de dimensions pour une nation, le produit global net en termes réels. Autrement dit la croissance économique est l'augmentation soutenue sur le long terme de la production d'un pays.

Le terme croissance économique revêt un aspect **quantitatif**.

2-Le développement économique

Selon **François PERROUX**, le développement économique est la combinaison des changements mentaux, économiques, sociaux d'une population qui la rend apte à faire accroître cumulativement et durablement son produit réel global. En d'autres termes, le développement économique est l'ensemble des transformations économiques, sociales, démographiques et culturelles qui accompagnent la croissance économique.

Le développement économique revêt un aspect **qualitatif**.

La croissance et le développement économique sont deux phénomènes liés. Ils sont à la fois cause et conséquence l'un pour l'autre.

En effet il peut y avoir croissance sans qu'elle s'accompagne d'un développement (comme c'est le cas au **Mali** qui a certes connu une croissance économique mais n'est pourtant pas un pays développé. Il ne peut jamais y avoir développement économique sans qu'il y ait au préalable une croissance économique.

3-L'expansion économique

Elle se définit comme étant la phase ascendante du cycle économique caractérisé par l'augmentation du volume de la production et de la demande pendant une courte ou moyenne période. Elle se définit également comme une croissance économique à court termes.

4-Les progrès économiques

Il y a progrès économique que si on note une amélioration du niveau de quelque chose ou lorsqu'une collectivité se rapproche des objectifs qu'elle s'est fixée.

La mesure de la croissance économique

Pour mesurer la croissance économique, on retient les indicateurs suivants : **le PIB ou PNB** évalué à prix constant. Dans le cadre de leur évaluation, on rencontre les problèmes suivants : **le choix d'une unité monétaire, du taux de change.**

L'unité monétaire est soumise aux variations des prix alors que le taux de change est soumis aux fluctuations de la demande de monnaie.

Lorsqu'on rapporte les agrégats au nombre d'habitants, cela donne une indication plus juste de la richesse réelle d'un pays mais ce n'est qu'une moyenne qui ne tient pas compte de la répartition réelle des richesses. Par ailleurs dans l'utilisation du PIB comme indicateur de croissance, un certain nombre d'habitants aussi important n'est pas pris en compte pour suivre l'évolution réelle du bien être de la population. Il s'agit en premier lieu de l'économie souterraine (**économie invisible et secteurs informels**) qui se définit comme l'ensemble des activités qui sont dissimulées, ignorées de la comptabilité nationale. Ces activités non déclarées sont faites pour échapper aux impôts.

Elles représentent pour certains pays un élément important de l'activité économique : **8%** du PNB en G.B, **10%** en Suède, **20%** en Italie ; elles emploient **78,6%** de la population active du Mali, **75%** en Mauritanie, **74,9%** en Guinée, **70%** au Burkina.

Il se pose également le problème des désutilités. En effet un certain nombre de phénomènes dont l'influence est considérable sur le bien être des individus ne sont pas pris en compte.

Il s'agit spécialement :

- **des procédés de fabrication** (dont l'utilisation s'accompagne de nombreux gaspillages sur la nature)
- **des problèmes de déchets industriels**
- **des problèmes de pollution et de dégradation des conditions de vie**

Tous ces éléments négatifs sont appelés les « **déséconomies externes** » ou de « **externalités négatives** » qui entraînent des coûts pour la société. La prise en compte de ces coûts se traduit par une diminution du PIB ou du moins de l'existence d'effet négatif fait que l'augmentation du PIB peut s'accompagner d'une baisse du bien être de l'individu.

Le fait qu'une augmentation du PIN n'entraîne pas obligatoirement celle du bien être social à pousser certains tel que le club de Rome à remettre en cause la croissance économique ou même à préconiser la croissance zéro (qui n'est pas suivie d'une dégradation de l'environnement).

Faut-il effectivement remettre en cause la croissance économique ? Ne faut-il pas rechercher un nouveau type de croissance économique qui serait mesuré par de nouveaux indicateurs (sociaux) qui prennent en compte les phénomènes quantitatifs et qualitatifs ?

Ces recherches ont conduit le **PNUD** à découvrir l'**IDH** (indice de développement humain) en 1990. L'**IDH** est composé de 3 éléments considérés comme essentiels pour le

développement humain, il s'agit de la longévité, du savoir et du niveau de vie.

L'IDH n'a pas la prétention de refléter tous les aspects de l'espérance humaine mais vise à donner un moyen d'évaluer les propres accomplissements dans les domaines jugés prioritaires ainsi qu'à permettre des comparaisons entre pays.

Chaque variable ressort une note de 0 à 1. Le mode de calcul de l'IDH se fait de la façon suivante : pour chaque pays on fait la moyenne des 3 variables spécifiques, la valeur 0 pour l'une ou l'autre de ces variables qui composent l'IDH correspond à la valeur minimale (observée au cours des 30 années précédentes) et maximale (30 ans suivant). Aucun pays n'atteint donc ces valeurs maximales.

L'indice de longévité : La variable en est l'espérance de vie à la naissance, la valeur minimale est 25 ans et la valeur maximale 85 ans. On attribue à la valeur minimale la note 0 et à la valeur maximale la note 1.

En réalité ces notes vont de **0,885** en Islande à **0,290** en Sierra Leone. Pour la France, l'espérance de vie moyenne étant de **76,6 ans**, le calcul de la note attribuée à la longévité se fait de la façon suivante : $\frac{76,6-25}{85-25} = 0,860$

L'indice du savoir : Il est calculé à partir de deux variables : le taux d'alphabétisation des adultes (comptant sur $\frac{2}{3}$) et le nombre moyen d'études ($\frac{1}{3}$). Les valeurs extraites sont 0% et 100% pour le taux d'alphabétisation, les valeurs extrêmes sont **0,99** (pays les plus industrialisés) et **0,19** (Djibouti).

Pour le nombre moyen d'études : **0,83** (E.U) et **0,01** (Niger et B.F). Pour la France, le taux d'alphabétisation est de **0,99** ; le nombre moyen d'années d'études est de **12 ans**. La note attribuée à l'indice du savoir : taux d'alphabétisation = $\frac{99}{100} = 0,990$; le nombre d'années d'études = $\frac{12}{15} = 0,800$. La note attribuée du savoir = $0,990 \times \frac{2}{3} + 0,800 \times \frac{1}{3} = 0,926$.

L'indice du niveau de vie : Il est calculé à partir du PIB réel par habitant exprimé en \$, lui-même calculé pour égaliser les pertes de pouvoir d'achat (PPA). Les valeurs minimales et maximales sont **200\$** et **5325\$**.

Pour la France, à partir d'un PIB ajusté de **5349\$**. La note attribuée à l'indice du niveau de vie : $\frac{5\,349-200}{5\,325-200} = 0,993$.

En définitive l'IDH de Panama est le suivant : $\frac{0,860+0,927+0,993}{3} = 0,927$.

Ainsi le classement des pays suivant l'IDH se fait de la façon suivante :

-0,500 < IDH < 0,800 : Pays à développement humain élevé ;

-IDH < : Pays à développement humain moyen ;

-IDH < 0,500 : Pays à développement humain faible.

Bien que nettement supérieur aux autres indicateurs (PIB, PNB), l'IDH fait l'objet de

critique : Certains pays classés dans les économies à faible revenus ont un IDH nettement supérieur, ce qui traduit une mobilisation des ressources en direction des besoins d'éducation et de santé (**coût de l'homme**). C'est le cas de la Chine, l'Indonésie, la Colombie, le Cuba, le Viet Nam.

D'autres pays au contraire disposent des revenus, les placent dans les économies intermédiaires mais ont un IDH comparativement faible. Ce qui traduit un usage des ressources de la croissance moins tourné vers la couverture des coûts de l'homme. C'est principalement le cas des pays producteurs de pétrole : le Qatar, les Emirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite, l'Oman, également des pays africains comme le Gabon, le Cameroun, la Namibie qui se caractérisent par de bas indices d'espérance de vie.

En plus l'IDH ne tient compte que d'un nombre limité d'indicateurs dans sa construction. Finalement, l'utilisation du taux d'alphabétisation comme instrument de mesure de la connaissance, du savoir d'une population est fort discutable. En effet, surtout dans les pays en développement, les connaissances sont de plus en plus transmises oralement de générations en générations.

Ces connaissances se rapportent à l'environnement naturel et à la manière de s'en servir pour vivre. Ce qui n'est nullement négligeable. Malgré les progrès réalisés par l'IDH, il n'existe pas un bon indice de développement car ce dernier reste ouvert aux composantes multiples et orientées vers les hommes.

II-LES FACTEURS DE LA CROISSANCE

Le facteur naturel ou le milieu naturel

L'existence des ressources naturelles d'un pays constitue un stimulant important, un élément favorable pour son développement. Cependant leur mise en valeur requiert d'énormes investissements de la part du pays par contre l'absence de ressources naturelles représente un frein pour la croissance néanmoins surmontable. Des pays immensément riche en ressources naturelle (**Guinée, RDC**) ont du mal à décoller tandis que certains totalement dépourvus (**Japon**) connaissent un rythme de croissance assez soutenue.

Le capital

Il s'agit du capital au sens technique c'est-à-dire un ensemble de biens reproductibles que par le détour de la production permettant d'accroître la productivité du travail (efficacité du facteur travail). Il s'agit à la fois du capital fixe et du capital circulant. L'acquisition et le remplacement du capital globalement se font au moyen d'investissements qui sont financés grâce à l'épargne intérieure et extérieure.

Le facteur humain ou le travail

Il s'agit essentiellement d'éléments liés à la population active et à la productivité du travail. La population active est considérée comme un facteur de production dans la mesure où elle facilite la spécialisation des activités économiques, facteur de gains de productivité. Les périodes de forte croissance ont coïncidé avec une augmentation de la population active.

La contribution du facteur travail à la croissance dépend de la productivité qui subit

l'influence de nombreux facteurs tels que :

-l'âge de la population active, le secteur d'activité, la durée du travail et plus généralement les conditions de travail, le niveau de qualification ;

-la plus part de ces facteurs sont parfois désignés sous le terme de « **capital humain** ».

III-LES PRINCIPES DE MULTIPLICATION, D'ACCELERATION ET D'OSCILLATION

Le principe de multiplicateur d'investissements ou multiplicateur keynésien

Une augmentation de l'investissement (variable autonome) entraîne une variation amplifiée des revenus nationaux (variable induite). Exemple l'Etat décide d'injecter dans l'économie un investissement initial de 100, la propension marginale à consommer ($PmC = \frac{\Delta C}{\Delta R}$) est de 0,8. Etablir le tableau du multiplicateur d'investissements.

Période	ΔI	ΔR	ΔC	ΔE
1	100	100	80	20
2		80	64	16
3		64	51,2	12,8
4				

Δ =variation ; I=investissement ; C=revenu ; E=épargne

$PmC=0,8$

Somme de revenus générés au cours du processus de multiplication = $\sum \Delta R$

$100+80+64+\dots=100(1+0,8)+(100+0,8^2)+\dots$;

Somme des n premiers termes d'une suite géométrique : $S=\frac{a \cdot 1}{1-r}$.

$a = 1^{\text{er}}$ terme de la suite ; $r =$ raison ou PmC

$$S = \frac{100 \cdot 1}{1-0,8} = 500$$

$\frac{1}{1-r}$ = coefficient multiplicateur

REMARQUE

*Pour Keynes comme pour les classiques, l'épargne est égale à l'investissement ($I=E$), cependant cette égalité s'établit ex ante pour les classiques c'est-à-dire que l'investissement s'ajuste à une épargne préalable alors que pour keynésiens c'est l'épargne qui s'ajuste ex

post au cours du processus de multiplication du revenu à l'investissement initial.

*La valeur du multiplicateur est d'autant plus grande que les fuites (épargnes, importations) sont d'autant moins importantes.

*Au fur et à mesure que l'effet du multiplicateur diminue, on procède à de nouvelles injections d'investissement dans l'économie.

Conclusion

Le multiplicateur d'investissement est utilisé par Keynes dans son explication des crises :

Si le multiplicateur joue positivement (le facteur de création de revenus et d'emplois) il favorise la reprise économique ; s'il joue négativement, il engendre la récession. On peut avoir un effet multiplicateur négatif si la variation initiale de l'investissement est une contraction : $\Delta R = k(-\Delta I)$

Le phénomène d'accélérateur

Dans le principe du multiplicateur d'investissement, il arrive un moment où la capacité de production existante ne peut plus répondre à l'augmentation de la demande de biens de consommation. Dès lors il faut investir à nouveau pour satisfaire cette demande additionnelle. Cet investissement est appelé « **investissement induit** », il traduit l'action de la demande sur l'investissement. C'est à ce niveau qu'il faut situer le phénomène d'accélération.

L'investissement supplémentaire est donc engendré par une augmentation de la demande. Pour que le principe d'accélération puisse fonctionner convenablement, les conditions suivantes doivent être réunies :

*La saturation de la capacité de production c'est-à-dire que l'appareil de production est utilisé à pleine capacité.

*Il n'existe pas de stock de biens et services sur le marché

*Les prix restent constants.

Le processus d'oscillation

Si l'on approche le processus de multiplication (influence des modifications de l'investissement sur le produit national) avec le principe d'accélération (influence des modifications de la demande sur l'investissement), on peut déterminer l'interaction des deux phénomènes sur les fluctuations du produit national, des revenus nationaux.

Ce principe d'accélération est appelé **oscillateur**. Ce raisonnement suppose les hypothèses suivantes :

•On raisonne sur une économie fermée.

•L'ouverture n'aura pas d'influence.

•On raisonne sur la même période.

Conclusion

Le phénomène d'oscillation indique comment les renversements de tendances dans les évolutions du revenu national s'expliquent par le facteur contenu dans le processus cyclique lui-même.

2^{ème} PARTIE : LES TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES DANS LES PAYS INDUSTRIALISES CAPITALISTES

CHAPITRE I : NAISSANCE ET ESSOR DU CAPITALISME

Le capitalisme se définit comme un système dans lequel les moyens de production sont privés. Il repose sur la concurrence et la recherche du plus grand profit.

I-LES DEBUTS DU CAPITALISME

1-Les économies précapitalistes

Les économies qui ont précédé le capitalisme avaient les caractéristiques suivantes :

*L'agriculture est dominante, elle génère 50 à 75% du revenu national et emploie 75 à 80% de la population active. Elle est peu productive avec la pratique de la jachère et la précarité alimentaire était la règle.

La possession de la terre était un signe de richesse et de puissance. Cela provoque une accumulation des terres et empêche d'investir dans d'autres activités surtout industrielles.

*Les économies vivent en autarcie : les moyens de transport ne sont pas développés, les capitaux, les hommes, les marchandises et les idées circulent peu.

*Le secteur artisanal se transforme : on passe du **domestic system au factory system**.

*La production faisait l'objet d'auto consommation : il n'y avait pas d'excédent, de surplus donc pas d'échange.

2-La révolution industrielle (R.I)

a-Définition

Le terme révolution industrielle (R.I) désigne la période durant laquelle on passe d'une société traditionnelle à une société où prédomine l'activité industrielle. Le terme révolution est abusif puisque les changements dans les pays occidentaux est le fruit d'une longue maturation plus qu'une transformation brutale. De plus la révolution n'est pas seulement industrielle mais aussi agricole, technique, démographique et politique.

L'histoire a connu 3 types de révolutions industrielles :

*La 1^{ère} révolution industrielle se caractérise par la dominance de l'industrie. Elle s'est déroulée vers la 2^{nde} moitié du XVIII^e siècle en Angleterre et la 1^{ère} moitié du XIX^e siècle en France.

*La 2^{ème} révolution industrielle est celle de l'énergie et des transports illustrés par le moteur à explosion, l'électricité, le téléphone, la radiodiffusion.

*La 3^{ème} révolution industrielle est celle de l'informatique et des télécommunications.

b-Les origines de la révolution industrielle

La 1^{ère} révolution industrielle s'explique par la conjoncture de différents facteurs tels que :

-L'antériorité de la révolution agricole (R.A)

Le mouvement des enclosures, la suppression de la jachère et de la nouvelle rotation des cultures va provoquer une augmentation importante de la productivité agricole. Cela va permettre de dégager un surplus de main d'œuvre agricole qui va fournir des bras aux nouvelles activités industrielles.

La hausse des revenus agricoles va stimuler la demande de biens de consommation (textile) et de biens de production (outillage agricole) mécanisation.

-L'accumulation du capital : Primitif par le commerce maritime

Le commerce triangulaire va être à l'origine du capital primitif orienté vers l'implantation de l'industrie et non l'achat de la terre. Cela a été possible grâce à l'émergence d'une nouvelle race d'entrepreneur prêt à prendre des risques.

-La révolution des techniques

La révolution industrielle doit beaucoup à une succession d'inventions ou d'innovations.

Dans le textile

La navette de **Kay** (1733), le métier à tisser de **Cartwright** (1785) ; ces inventions ont été à l'origine d'innovations liées à la machine à vapeur de **Watt** (1774).

Dans la métallurgie : Le convertisseur de **Bessemer** (1856), le four martin (1864).

Le chemin de fer (1814)

Le rôle de l'Etat

L'Etat a souvent mis en place les infrastructures (chemin de fer), il a pu également créer ses propres entreprises et les revendre plus tard aux privées. Développer la formation, accorder des subventions ou des avantages à certaines entreprises privées, protéger le marché intérieur de la concurrence étrangère.

c-L'enchaînement structurant

Des interactions vont se développer entre l'agriculture et les différentes branches industrielles (textile et métallurgie par exemple), l'accroissement de la production de l'une

entraînera celle de l'autre. Il s'agit en fait de l'apparition de branches motrices à effet d'entraînement sur les autres branches.

3-L'analyse de Rostow

Pour Rostow, la révolution industrielle qui s'est déroulée dans les pays occidentaux n'est qu'une étape nécessaire qui s'inscrit dans un processus plus global. Pour lui, pour se développer, chaque société doit passer par 5 étapes (stades) :

1. **La société traditionnelle** : Elle est agricole et peu mobile c'est-à-dire fermée au progrès.
2. **Les conditions préalables au décollage** : L'agriculture devient plus productive, la population devient plus nombreuse, fournissant une main d'œuvre et des consommateurs. Les transports s'organisent, les Etats se développent, une catégorie d'individus capables de prendre des risques apparaît.
3. **Le démarrage ou take off** : Le taux d'investissement double et passe de 5 à 10% voire 15% ; il y a l'apparition de branches motrices. C'est l'étape de la Révolution industrielle.
4. **Le stade de maturité** : Les progrès techniques se diffusent à l'ensemble de l'économie, les anciennes branches motrices sont remplacées par de nouvelles.
5. **Les biens sont standardisés** : C'est-à-dire produit à grande échelle et identique, les économies sont socialisées (la sécurité sociale s'étend à l'ensemble de l'économie).

II-L'EXPANSION DU CAPITALISME

1-La transformation des entreprises

Les 1^{ers} mouvements de concentration

Les phases de la concentration des entreprises sont au nombre de 3 :

- *Une phase involontaire (phase d'élimination des plus faibles).
- *Une 2nde phase volontaire qui correspond au renforcement des plus forts pour résister à la crise.
- *Une 3^{ème} phase qui est celle d'un début de multinationalisation. Dès le XIXe siècle des géants de l'industrie et des finances font leurs apparitions : **Schneider, Dupont de Nemours, Rockfeller, Rothschild, Krupp, Ford.**

La financiarisation ou l'apport de capitaux aux entreprises capitalistes

La création des sociétés de capitaux (en particulier les S.A) va permettre de drainer plus de capitaux vers l'industrie en réduisant les responsabilités. Le financement de l'économie va aussi être facilité avec l'émergence de grandes banques d'affaires souvent à l'origine de la création d'une société.

2-Les crises économiques

a-Définition

Au sens large, la crise est une rupture de l'équilibre entre l'offre et la demande des biens et services qui provoquent la dépression de l'activité économique.

Au sens strict, elle est le retournement brutal de la conjoncture (situation économique à court terme), une phase de dépression succède à une phase d'expansion.

b-Les différents types de crises

Les crises précapitalistes : Les sociétés précapitalistes se caractérisent par 2 types de crises :

*Les crises d'ancien régime qui sont celles de sous productions ayant pour origine les mauvaises récoltes. Elles disparaissent à la suite de bonnes récoltes.

*Les crises mixtes, elles touchent à la fois la production agricole (s'étendent un peu plus tard en ville) et la production industrielle.

Les crises modernes et les cycles économiques : Elles sont des crises de surproduction (**krachs boursier**), de faillites bancaires. Elle revient régulièrement et c'est ainsi que les analystes ont mis à jour des cycles économiques réguliers.

***Un cycle court ou aussi Kitchen**, il a une durée de 2 à 3 ans et est lié au stockage et au déstockage (**problème lié à la gestion des stocks**).

***Un cycle majeur ou cycle Juglar** : Il a une durée de 8 ans en moyenne et il décompose l'activité économique en 4 phases :

-**une phase d'expansion** qui se caractérise par la hausse de tous les indicateurs économiques (**production, profit, investissement, salaire, prix**) sauf le chômage ;

-**une crise d'alerte** qui est souvent déclenchée par une faillite retentissante qui sème la panique ;

-**une phase de dépression** : Tous les indicateurs sont à la baisse à l'exception du chômage ;

***Un cycle long ou Kondratiev** : Il a une durée moyenne de 50 ans. Il se décompose en 2 phases :

-**une phase A ou d'expansion** pendant laquelle l'activité est à la hausse ;

-**suivie d'une phase B ou de dépression** qui se caractérise par un retournement de l'activité sur le long terme. Le trend (tendance) de la productivité est orienté à la hausse.

Le rôle des crises

Pour les libéraux, l'économie est toujours en équilibre et les fluctuations sont passagères.

Pour les marxistes, la crise est inhérente au capitalisme, elle en est sa respiration et lui permet de repartir de plus belle jusqu'à la crise ultime qui lui sera fatale.

III-LES TENDANCES RECENTES DU CAPITALISME

1-L'évolution des secteurs d'activité

Le secteur est l'ensemble des entreprises qui exercent la même activité principale. On distingue principalement 3 secteurs d'activité économique : **le primaire** (agriculture), **le secondaire** (industrie) et **le tertiaire** (services).

Tous les pays développés ont connu la même évolution de leurs secteurs d'activité avec cependant quelques décalages. La part de l'agriculture diminue dans la production totale pour ne représenter que 3 à 4% du PIB ou de la valeur ajoutée : c'est le déclin de l'agriculture.

L'industrie, dans un 1^{er} temps, a pris le relais du secteur primaire mais depuis les années 70-80, sa part décroît dans la production totale passant de 40 à 35% du PIB : c'est le déclin de l'industrie ou la **désindustrialisation**.

Les services à leur tour connaissent un développement continu. Leur part représente 66% de la production totale et emploie 70% des actifs : c'est la **tertiairisation**.

2-Les facteurs explicatifs de l'évolution des secteurs d'activité

L'évolution sectorielle s'explique par l'accroissement de la productivité. En effet, les gains de productivité d'abord obtenu dans l'agriculture ont permis de libérer la main d'œuvre agricole et d'élever les revenus agricoles. Il y a donc eu transformation de la main d'œuvre agricole vers le secteur industriel.

Le même phénomène s'est reproduit dans le secondaire quand les gains de productivité y sont apparus. La désindustrialisation s'explique par l'augmentation des revenus agricoles qui a entraîné une augmentation et une diversification des produits industriels (**loi d'Engel**), le développement des services à l'entreprise c'est-à-dire le recentrage ou la redéfinition des activités et Certaines activités jadis exercées par les entreprises de services, il s'agit de la publicité, la gestion, l'entretien, le gardiennage.

3-La concentration des entreprises depuis la fin de la guerre

Les modalités et les stratégies de concentration

Les techniques de concentration

Pour augmenter leur taille, les entreprises ont recours aux techniques suivantes :

***La fusion** : 2 entreprises s'associent et donnent naissance à une nouvelle firme.

***L'absorption** : Une entreprise avale une plus petite et la fait disparaître.

***La prise de capital ou participation** : Une entreprise détient une partie du capital d'une autre entreprise. Si le montant du capital détenu par l'entreprise est strictement inférieur à 10%, c'est un placement. S'il est supérieur à 10%, c'est une participation. S'il est strictement supérieur à 51%, c'est une prise de contrôle.

Les stratégies de concentration

Elle peut augmenter sa taille soit :

***par croissance interne**, dans ce cas les bénéfices sont investis.

*par croissance externe, il s'agit de rachat d'une entreprise.

Ainsi plusieurs stratégies sont envisageables :

STRATEGIES	DEFINITIONS	AVANTAGES	INCONVENIENTS
Concentration horizontale	Regroupement d'entreprises fabricant le même bien (groupe de biens)	Elimination de la concurrence, économie d'échelle (en répartissant les tâches entre les établissements, accroissement du pouvoir de négociation auprès des fournisseurs)	Risque (l'existence d'un seul créneau, pas de position de repli en cas de crise), difficulté d'harmonisation des politiques de chaque établissement
Concentration verticale	Regroupement d'entreprises fabricant des biens complémentaires à des stades successifs du processus de production	Sécurité des débouchés et de l'approvisionnement, possibilité de recentrage sur une activité (qui n'est pas touché par la crise), meilleure maîtrise des coûts et des prix, suppression des intermédiaires)	Risque de goulets d'étranglement (ralentissement de l'activité suite à une rupture de stock)
Diversification ou Concentration conglomérat	Regroupement d'entreprises fabricant des biens disparates	Limites les risques « ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier »	Image de marque floue

4-Les relations entre les petites et moyennes entreprises et les grandes entreprises

Après un fort mouvement de concentration, on revient, depuis la crise des années 1970, aux vertus des petites et moyennes entreprises et le processus de concentration s'est quelque peu ralenti. En effet, la petite taille semble plus flexible et permet une adaptation rapide à la conjoncture (**small is beautiful**) : la structure est plus légère, l'ambiance plus conviviale, les nouvelles technologies n'imposent plus la grande taille.

Au Japon, c'est surtout la qualité des relations entre grandes et petites entreprises qui assure la solidarité du tissu industriel. Les petites et moyennes entreprises et les grandes entreprises (**Zaibatsu en Japonais**) sont complémentaires, elles ont une structure pyramidale.

CHAPITRE II : LA CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS CAPITALISTES (PIC)

I-LES 30 GLORIEUSES

De 1945 à 1973, les principaux pays capitalistes développés ont connu une croissance de la production et de la productivité sans précédent. En moyenne, le taux de croissance du PIB était de 5% par an. C'est surtout le Japon et la RFA, les vaincus de la 2^{ème} guerre mondiale qui ont connu la croissance la plus vigoureuse avec respectivement 9,7% et 6,0%. C'est ainsi que l'on parle de « miracle Allemand ».

Cette période faste (prospère) est appelée les « **30 glorieuses** » selon l'économiste Français Jean Fourastié.

La croissance va ainsi s'accompagner dans tous les P.I.C d'un réel développement et d'une amélioration des conditions de vie.

II-INVESTISSEMENT ET PROGRES TECHNIQUE

1-Définition

Il est l'acquisition des moyens de production permettant de maintenir la capacité de production.

2-Les différents types d'investissements

On distingue principalement 3 types d'investissements :

- a- **L'investissement de remplacement** : C'est l'équivalent de l'amortissement. Il s'agit de remplacer le matériel usé par l'identique.
- b- **L'investissement de capacité** : Il s'agit d'acquérir de nouveaux matériels en vue d'augmenter le stock de capital fixe existant.
- c- **L'investissement de productivité** : Il s'agit d'apporter le capital fixe qui incorpore plus de progrès technique.

3-Les déterminants de l'investissement

4 raisons poussent les entreprises à investir :

- a- **La demande anticipée** : Si l'entreprise prévoit une augmentation durable de ses

commandes, elle serait alors incitée à augmenter ses capacités de production, donc investir. C'est ce principe de l'accélérateur qui est ainsi évoqué car l'investissement va être très sensible à toutes les variations de la demande. Cependant toute variation positive de la demande ne se traduit pas forcément par un investissement supplémentaire. Cela dépend :

- du taux d'utilisation des capacités de production ;
- des stocks existant sur le marché ;
- de la solvabilité de cette demande.

b- La rentabilité escomptée : L'investissement doit être rentable et rapporter plus qu'il ne coûte. On utilise parfois « **l'indicateur de probabilité** ». Ainsi le taux de rentabilité des investissements doit être supérieur au réel des emprunts effectués par l'entreprise ; celle-ci est alors incitée à emprunter pour investir : c'est l'effet levier de l'endettement, c'est-à-dire les conditions favorables à l'endettement.

c- La situation financière ou le rôle du profit : Elle correspond à la réalisation des profits par l'entreprise qui se trouve ainsi dans une situation financière saine. Plus les profits sont importants, plus l'entreprise a recours à l'autofinancement, plus sa capacité d'emprunt est importante (car les banques lui font confiance).

D'où la célèbre citation du chancelier Allemand **Helmut Schmidt** : « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après demain ». L'entreprise peut aussi utiliser ses profits pour rembourser ses dettes (**ou se désendetter**), elle peut également faire la spéculation financière en plaçant ses profits sur le marché financier où ils sont bien rémunérés.

d- Le coût relatif du travail et du capital : Si le coût du travail est relativement plus élevé que celui du capital, l'entreprise décidera alors d'acheter de nouvelles machines que d'embaucher des travailleurs.

4-L'investissement et croissance économique

L'investissement occupe une place prépondérante dans l'activité économique puisque qu'il transforme les conditions de l'offre des biens et services et qu'il est une des composantes de la demande à court et long terme.

a-Une composante de la demande

On peut assimiler l'investissement à une demande de bien de production (**ou bien d'équipement**). Quand l'investissement augmente, la demande globale augmente ainsi que la production et le revenu. Selon le principe du multiplicateur d'investissement, le revenu national va augmenter plus que proportionnellement à l'augmentation initiale de l'investissement.

b-La transformation des conditions d'offre

Les investissements de productivité intègrent les dernières nouveautés du progrès technique. L'innovation est une source du progrès technique et elle peut prendre plusieurs

formes : **l'innovation du produit, celle du procédé de fabrication, celle l'organisation.**

Pour **Joseph Aloïs Schumpeter**, l'innovation serait à la base de la croissance économique et du cycle (**Nikolaï Kondratieff**) car elle permet de réaliser des gains de productivité important.

Ainsi les innovations importantes arriveraient par vagues ou par grappes. Elle peut être le fruit du hasard mais elle est de plus en plus faite de longues et coûteuses recherches.

Plusieurs étapes se succèdent dans le processus de recherche :

→ **la recherche fondamentale** : L'apparition de nouvelles connaissances (exemple mathématique) ;

La recherche appliquée : Dans ce cas elles sont orientées vers un objectif ;

le développement expérimental : On se lance dans la réalisation nouvelle.

La dépense intérieure de recherche développement (**DIRD**) permet de mesurer l'effort de recherche développement (**RD**). Dans les PD on consacre de plus en plus une partie importante du PIB aux dépenses de recherches. La nature des recherches dépend d'un pays à l'autre. On distingue des recherches civiles ou militaires, privées ou publiques.

5-Investissement, progrès technique et emploi

La nature de l'investissement va influencer sur l'emploi :

• **l'investissement de remplacement** a un effet nul ou neutre sur l'emploi

• **l'investissement de capacité** a un effet positif

• **l'investissement de productivité** a des effets ambigus : à court terme il y a suppression d'emplois.

A long terme il y a création d'emplois grâce à la baisse du prix de vente des produits (réalisation des économies d'échelle), mais les emplois créés nécessitent plus de qualifications.

De façon générale, pour connaître l'influence du progrès technique sur l'emploi, il faut comparer les taux de variation de la production et de la productivité.

III-LE MARCHE DU TRAVAIL

1-Définition

Il est le « **lieu** » où se confrontent l'offre et la demande de travail, l'offre et la demande d'emploi.

• L'offre de travail (ou demande d'emploi) émane des ménages.

• La demande de travail (ou offre d'emploi) émane des entreprises.

2-Les déterminants du marché de travail

- a- L'offre de travail :** La population active permet de se faire une idée sur l'offre de travail. Plusieurs facteurs agissent soit négativement ou positivement sur la population active : la démographie pure c'est-à-dire la natalité et la mortalité, la scolarité (à travers l'âge d'aller à l'école et la durée des études), le solde migratoire, le taux d'activité surtout des femmes (qui, de plus en plus, arrivent massivement sur le marché du travail), l'âge de la retraite.
- b- Les transformations de la population active :** Dans les pays capitaliste développés, la population active ne cesse d'augmenter mais elle est sujette à de multiples fluctuations. Elle a connu les transformations suivantes :
- *La féminisation :** De plus en plus, les emplois se féminisent pour diverses raisons, le développement de la fonction publique qui offre une garantie, l'évolution du statut de la femme.
 - *La salarisation :** Il s'agit de l'augmentation du taux de salarisation c'est-à-dire la proportion des salariés parmi les actifs (**70 à 80%**) dans tous les pays capitalistes développés excepté le Royaume Uni. Cela s'explique par le déclin du secteur primaire, de l'artisanat, de la concentration des entreprises, du développement de la fonction publique, d'un désir accru de sécurité.
 - *La tertiairisation :** Le développement des services a permis de créer des emplois qui sont la plupart du temps occupés par des femmes (commerce, secrétariat, santé).
- c- La demande de travail :** Dans les pays capitalistes développés, seuls le Japon et les USA créent régulièrement des emplois de 1974 à 1988. Quant à la France et la RFA, le niveau de leurs emplois reste stable. Les emplois ainsi créés sont du tertiaire. C'est encore le Japon et les USA qui créent des emplois industriels durant la même période.

La création d'emplois par les entreprises dépend spécialement du niveau de la demande des biens et services et celui du coût salarial c'est-à-dire le salaire et les charges salariales.

3-Les analyses traditionnelles du marché du travail

a-La vision libérale

Pour les économistes libéraux, le travail est une marchandise comme une autre. L'offre et la demande de travail sont fonction du niveau de salaire.

Le marché du travail est toujours en équilibre ou revient automatiquement à l'équilibre (si toute fois elle est rompue) en laissant fluctuer le salaire.

Le chômage résulte ainsi d'un salaire trop élevé que les rigidités empêchent de baisser (l'influence des syndicats, l'institutionnalisation des salaires...).

Pour ces mêmes libéraux, le chômage est grande partie volontaire.

b-La vision keynésienne

Le salaire ne détermine pas le niveau d'emploi, celui-ci est fonction de la demande globale

prévue c'est-à-dire la demande effective.

Pour les keynésiens, s'il y a chômage c'est que la demande est insuffisante voire faible. Il faut donc augmenter les revenus. Sous cet angle, la solution préconisée par les libéraux ne fait que détériorer la situation du marché du travail. La baisse des salaires entraîne celle de la demande des biens et services.

4-Les nouvelles analyses du marché du travail

a-La théorie de répartition

Le niveau du salaire est le résultat d'un rapport de force entre patronat et salariat qui veulent chacun s'approprier une part importante de la valeur ajoutée. Cependant une seule répartition de cette valeur entre les profits et les salaires est à mesure d'assurer une meilleure création d'emplois.

b-La théorie d'équilibre

Quand les prix ou les salaires sont rigides, le chômage classique et le chômage keynésien peuvent coexister.

Marché des biens			
Marché du travail	Excès d'offre	Excès d'offre	Excès de demande
		Chômage keynésien	Chômage classique
	Excès de demande	Stockage	Inflation

c-L'école de la régulation

L'état du marché de travail dépend du rapport salarial qui caractérise les relations entre salariés et détenteur du capital. Ce rapport salarial évolue avec le temps jusqu'en 1929. L'Etat intervenait très peu et le salaire fluctuait librement (la régulation concurrentielle). Durant les 30 glorieuses il intervient et réglemente pour soutenir la demande des biens et services à travers l'indexation, le salaire minimum (**SMIC**), les prestations familiales.

5-Les effets de la crise sur le marché du travail

a-La montée du chômage

Le taux de chômage ne cesse d'augmenter dans pays capitalistes développés et avoisine les 10% au plus profond de la crise des années 70. Cependant le Japon reste proche du plein

emploi (avec un taux de chômage sensiblement égal à 2,9%.

Les 2 chocs pétroliers ont eu une influence bien marquée. Depuis lors la situation s'améliore ou se stabilise. Devant le chômage certaines couches ou catégories sont plus exposées ou vulnérables que d'autres, il s'agit :

- des femmes qui font l'objet de discrimination à l'embauche car elles sont moins organisées dans les syndicats, exercent des emplois précaires, touchent des salaires d'appoint et elles se caractérisent par l'absentéisme.
- des jeunes qui n'ont pas assez d'expérience.
- des moins diplômés car ils ne sont pas assez polyvalents, c'est pourquoi de nos jours il y a une course aux diplômes.

b-La segmentation du marché du travail

Le marché du travail serait en fait fractionné en segment :

*le segment primaire et le segment secondaire

-le marché primaire (ou central) rassemble la main d'œuvre indispensable à la bonne marche de l'entreprise. C'est aussi la main d'œuvre stable, elle est qualifiée et syndiquée, touchent des salaires élevés et bénéficient d'avantages sociaux importants ;

-Le marché secondaire (ou périphérique) a les caractéristiques inverses. Sur ce segment la main d'œuvre est composée de jeunes, de femmes et d'immigrés qui jouent le rôle d'amortisseurs aux fluctuations de l'activité.

*Le marché interne et le marché externe

-la distinction porte sur les modalités de recrutement et de promotions : le marché interne concerne les emplois offerts à la main d'œuvre déjà employée par l'entreprise ; le marché externe concerne les emplois pourvus par recrutement sur le marché du travail.

Types de marché	Avantages	Inconvénients
Marché interne	*Les cadres connaissent tous les rouages *Promotions possibles (motivantes)	Formation longue et coûteuse
Marché externe	*Choix plus large pour l'entreprise *Formation plus élevée	*Proportion faible *Méconnaissance de l'entreprise

c-La précarisation de l'emploi

A partir des années 1970 dans les P.I.C, la nature de l'emploi va évoluer. C'est pourquoi on passe de l'emploi typique qui s'est développé lors des 30 glorieuses à une multitude d'emploi atypique :

*l'emploi typique, normal ou total a les caractéristiques suivantes : un seul lieu de travail, un seul employeur, un contrat à durée déterminée (CDI), une bonne qualification, des salaires

élevés, des possibilités d'avancement dans la carrière, d'affiliation à un syndicat, le bénéfice de la sécurité sociale.

*l'emploi atypique, précaire ou instable a les caractéristiques contraires à celles de l'emploi typique. Elle est à l'origine de l'apparition des formes particulières d'emploi (FPE) telle que le travail à temps partiel, le travail temporaire (intérimaire ou intérim), le contrat à durée déterminée (CDD), les stages (les TUC ou les SIVP), l'apprentissage.

- **TUC (travaux d'utilités publiques)** sont des stages effectués dans l'administration publique.

- **SIVP (stage d'insertion à la vie professionnelle)** est effectué dans les entreprises privées.

Le stage donne droit au paiement d'un salaire minimum. A l'issue des stages dont le but est d'acquérir l'expérience, 30% des jeunes trouvent un emploi stable (typique).

d-La flexibilité du travail

Selon certains analystes, l'important volume de chômage constaté est imputable à l'existence de rigidité qui empêche le marché du travail de fonctionner correctement. Ces rigidités sont salariales (salaires trop élevés), réglementaire (poids du syndicat, de l'Etat) ou concerne la gestion des sureffectifs (lenteur de l'ajustement de l'emploi effectif à l'emploi désiré).

Pour revenir au plein emploi, il faut rendre au système productif une certaine flexibilité afin que celui-ci s'adapte au moindre coût aux variations de l'activité.

La flexibilité du travail se définit comme l'ensemble des mesures permettant à l'entreprise s'adapter l'effectif de ses travailleurs aux fluctuations de l'activité économique (ou de l'environnement). On peut distinguer plusieurs types de flexibilité :

Types de flexibilité	Objectifs visés	Moyens utilisés	Exemples
*Quantitative -interne -externe	*Répondre aux fluctuations du volume de l'activité -faire varier la durée du travail -faire varier les effectifs	-temps partiel (chômage partiel) -heures supplémentaires -aménagement du temps de travail -licenciement -formes particulières de l'emploi -l'externalisation (sous traitance)	-lois de Delebarre et Séguin -CDD, intérim, autorisations administrative de licenciement
*Qualitative -main d'œuvre capital	*Répondre aux variations de la composition de la demande -accroître la polyvalence	-retour sur le salaire minimum -rognier l'influence syndicale -désagrément de l'Etat	-robot programmable -usine flexible

*Salariale	*Réduire les coûts salariaux -réduire les salaires et les cotisations sociales		-TUC, SIVP -retraite privée -grèves aux USA et au Royaume uni
-------------------	---	--	---

6-L'organisation du travail

Tout long de l'histoire du capitalisme, l'organisation du travail va être à l'origine des gains de productivité. Depuis le XVIIIe siècle, Adam Smith avait mis l'accent sur le principe de la division du travail qui rendait le travail plus efficace.

a-Le taylorisme

Les principes du taylorisme :

Frederic Winslow Taylor (1856-1915) va être à l'origine de l'organisation scientifique du travail (OST) basée sur les principes suivants :

-la parcellisation des tâches : La fabrication d'un produit est décomposée en une multitude d'opérations élémentaires de production (chaque travailleur est spécialisé dans une tâche et une seule qu'il doit répéter en permanence). Ainsi le travail qui relève des ingénieurs est méthodiquement séparé du travail d'exécution qui est l'appalachie des ouvriers, des manœuvres, des contre maitres ;

-le chronométrage : On recherche le « one best way » c'est-à-dire la meilleure façon de faire en décomposant les mouvements, en éliminant les gestes inutiles, les flâneries. L'application de ces principes ont permis d'augmenter fortement la productivité, mais le travail est déqualifié c'est-à-dire qu'il a perdu tout son contenu).

Les principes du Fordisme :

Ils ont été adoptés aux USA en 1918, en Europe après la 2^{ème} guerre mondiale. Henri Ford va ajouter au principe du taylorisme plusieurs améliorations :

--le convoyeur pour la chaîne de montage : Les produits se déplacent vers les travailleurs à un cadence plus ou moins élevée ;

-les pièces sont standardisées et produites en grande série : Ce qui se traduit par une diminution du coût unitaire ;

-le salaire des travailleurs est augmenté : Il gagne en effet 5\$ par jour (**five dollars per day**). Ainsi les travailleurs deviennent les principaux débouchés de leurs productions. Ford a donc distribué le pouvoir d'achat.

Partout dans les P.I.C le fordisme a été à la base des 30 glorieuses.

b-Un modèle de crise

Les symptômes de la crise :

A partir des années 1970, les gains de productivité vont connaître un ralentissement. Les

travailleurs vont de plus en plus manifester leur refus de l'organisation taylorienne du travail. Les manifestations de cette crise sont les suivantes :

- l'absentéisme des travailleurs augmente ;
- le taux de turn over devient de plus en plus fort, les malfaçons augmentent.

Ces révolutions ont reflété le manque d'intérêt du travailleur pour son emploi. En plus l'automatisation et la diversification du goût du public ou consommateur expliquent aussi cette crise.

Les aménagements apportés :

Plusieurs formules ont été développées pour « remotiver » le travailleur ou lui donner quelques responsabilités :

- la rotation des postes** : Le but est de lutter contre la monotonie ;
- l'élargissement des tâches** : Le nombre de tâches effectué par ouvrier augmente ;
- l'enrichissement des tâches** : Il s'agit de donner plus de responsabilités à l'ouvrier ;
- le travail en équipe** : Il s'agit de donner plus de responsabilité à une équipe ;
- le cercle de la qualité** : Il repose sur le volontariat des ouvriers. Ce sont des conseils lors d'une assemblée générale des ingénieurs et des patrons ;
- la participation ou le partenariat** : C'est le fait d'intéresser le travailleur aux résultats de l'entreprise.

c-Les nouvelles organisations du travail : le TOYOTISME

Taüchi Ohno a introduit les nouvelles méthodes de production dans la firme de construction automobile TOYOTA. Ce qui a permis le passage du taylorisme au toyotisme.

-la méthode toyota a été conçue pour s'adapter à un contexte de croissance lente qui a débuté en 1973 et aux conditions de diversification de la production.

Elle repose, selon Ohno, sur 2 principes essentiels :

- la production juste à temps** : Elle accorde la priorité à l'aval sur l'amont. En effet dans le système toyota, la logique part des commandes adressées à l'entreprise pour remonter vers l'amont. L'objectif visé est de produire les quantités visées par le marché et seulement cette quantité ou « zéro stock » ;
- l'auto activation** : Elle consiste à doter d'une certaine autonomie, les machines et les salariés des ateliers afin d'activer les mécanismes d'arrêt de la production lorsque des anomalies sont constatées.

CHAPITRE III : LES CRISES DES ANNEES 70-80 ET LES POLITIQUES ANTI CRISES

I-LES CARACTERISTIQUES DE LA CRISE DES ANNEES 70-80

Les 30 glorieuses ont laissé la place aux 20 moroses (20 ans de morosité ou de difficultés économiques) qui se caractérisent :

1-Le ralentissement de croissance économique

Les pays de l'OCDE voient leur taux de croissance diminuer de moitié (1,5 à 2% en moyenne). Malgré cela le PIB continue à augmenter (à la différence de la dépression des années 30).

La crise est surtout ressentie dans le domaine industriel, la production mondiale diminuant en 1975 et en 1982. Ce ralentissement affecte tous les pays du monde.

2-La flambée des prix (inflation)

On passe d'une moyenne de 4% d'inflation sur la période 1963-1972 à une inflation à 2 chiffres : 2 pics sont mis en évidence, 1974-1975 (**1^{er} choc pétrolier**) et 1980-1981 (**2^{ème} choc pétrolier**). A partir de 1981, on assiste à un mouvement de désinflation (**différent de la déflation**).

3-La montée du chômage

Jusqu'en 1973, l'OCDE connaissait une situation de plein emploi. Depuis lors le taux de

chômage ne cesse d'augmenter mais reste néanmoins fluctuant.

Avec les chocs pétroliers apparaît une nouvelle situation « **la stagflation** » c'est-à-dire la coexistence d'une croissance (**stagnation**) et d'une forte inflation.

4-Les déséquilibres

a-Les déficits extérieurs

Jusqu'en 1974-1975, les balances des paiements courant sont à peu près équilibrer ; par la suite on distingue 2 catégories de pays : le Japon et la RFA qui sont largement excédentaires et les autres avec surtout les USA qui sont déficitaires. Ainsi le déficit des USA atteint des proportions énormes à la fin des années 1980 (**154 milliards de \$ en 1987**).

b-Les besoins de financement des administrations

La crise va perturber les comptabilités publiques surtout en 1975 et en 1982. Les déficits budgétaires vont devenir la règle, tout comme la montée de l'endettement (**en 1982 la dette des USA s'élevait à 3000 milliards \$ contre 1200 milliards pour les pays du tiers monde**).

En pourcentage (%) du PIB	1961-1973	1983
USA	-0,4%	-4%
Japon	+3,7%	-
RFA	+0,4%	3,7%
France	-0,5%	-3%
		-3%

II-LES FACTEURS EXPLICATIFS DE LA CRISE

1-Une explication conjoncturelle

La faute au pétrole ?

2 chocs pétroliers vont venir bouleverser l'économie mondiale :

*En 1973, la guerre du kippour aboutie à la multiplication par 5 du prix du baril de pétrole.

*En 1978-1979, la révolution en Iran, puis la guerre en Irak entraînent un doublement du prix du pétrole de 1979 à 1980.

-les conséquences sont les suivantes : L'augmentation du prix de l'énergie a alourdi le prix des consommations intermédiaires et les hausses des prix se répercutent à l'ensemble de l'économie. Les ressources énergétiques augmentent, les revenus disponibles pour les autres consommations et l'investissement se contractent (entraînant une diminution de la demande nationale et mondiale).

Ainsi le ralentissement de la demande provoque la stagnation de la production et la hausse du chômage. Malgré tout, les chocs pétroliers n'expliquent pas tout même s'ils ont provoqués la crise. Le prélèvement pétrolier (**ou la fortune pétrolière**) n'aurait représenté

qu'1% du PIB. Beaucoup d'indicateurs se sont détériorés avant 1973 : **la productivité, la rentabilité du capital...**

2-Les causes profondes de la crise

a-La crise de l'innovation

La crise des années 70-80 marquerait le retournement au cycle Kondratiev et verrait la fin des innovations porteuses des années 50 (automobiles). Les nouvelles technologies seraient moins nombreuses et moins créatrices d'emplois.

a-La crise de l'intervention de l'Etat

Pour les libéraux, l'Etat intervient trop mal dans l'économie :

*les prélèvements obligatoires paraissent excessifs. En 1985, Ils représentaient 45,6% du PIB en France ; 29,2% aux Etats-Unis ; 28% au Japon. Ils découragent alors l'initiative privée et le travail, ils favorisent la fraude fiscale et le travail au noir.

*les dépenses de l'Etat sont inefficaces et créaient la bureaucratie. Ainsi les dépenses de relance « keynésiennes » ne font que remplacer le mal en favorisant l'inflation.

c-La crise du fordisme

La crise de l'organisation du travail provoque le ralentissement de la productivité alors que sur la même période les besoins en capitaux augmentent. Les gains de productivité sont dès lors insuffisants pour assurer le financement de l'investissement et l'augmentation du salaire réel (le beurre et l'argent du beurre).

d-La crise monétaire

L'effondrement du système monétaire international (SMI) hérité de Brettons Wood (1945) suite à la non convertibilité du dollar en or déclaré par Nixon en 1971 va entraîner la désorganisation monétaire internationale.

III-LES REMEDES PROPOSÉS

1-Les instruments de la politique économique

On distingue deux types de politiques : **la conjoncturelle (court terme) et la structurelle (moyen ou long terme).**

POLITIQUES ECONOMIQUES		INSTRUMENTS	OBJECTIFS
	POLITIQUE BUDGETAIRE	*Le budget de l'Etat (dépenses) peut être utilisé dans le cadre d'une politique : -de relance : les dépenses publiques augmentent, les impôts diminuent, on utilise les déficits budgétaires ;	-relancer la demande de l'emploi ; -ralentir l'activité, combattre l'inflation

POLITIQUE CONJONCTURELLE OU KEYNESIENNE		-de rigueur : on diminue les dépenses de fond, on augmente les prélèvements.	
	POLITIQUE MONETAIRE	-le taux d'escompte dans le cadre de la relance ; -l'encadrement des crédits, quantité de monnaie, le volume des crédits ; -les réserves obligatoires diminuent, le taux d'escompte ; -l'open market ;	-Politique expansionniste (soutenir la demande) ; -politique restrictive : refroidir la machine économique, lutter contre la hausse des prix ;
	POLITIQUE EXTERNE (TAUX DE CHANGE)	-un Etat peut choisir d'avoir une monnaie forte ; -il peut dévaluer.	-obliger les entreprises à faire des efforts de productivité : anti inflation ; -relance des exportations.
POLITIQUE STRUCTURELLE	PLANIFICATION	-le plan (indicatif)	Orienter les décisions d'investissements des entreprises privées ;
	POLITIQUE INDUSTRIELLE	-subventions ; -les nationalisations ;	- Orienter les décisions d'investissements des entreprises privées ; -contrôler les secteurs clés, lutter contre le monopole, « constituer une vitrine sociale », orienter les investissements.
	POLITIQUE DE REVENUS	-la fiscalité augmente la part des salaires et des profits dans la valeur ajoutée ; -prix : certains prix peuvent être contrôlés ;	Corriger certaines inégalités, redistribuer de manière plus efficace.

Des politiques mixtes peuvent être menées (à la fois budgétaire et monétaire). Des politiques agissant en sens inverse peuvent se succéder « stop and go » (**c'est-à-dire la politique de relance suivie d'une politique de rigueur ou d'austérité**).

2-Deux exemples de politique économique

a-La relance keynésienne

*les mesures prises

-L'Etat révalue 9 fois le SMIC de juin 1981 à mars 1983 (**40%**), augmente les prestations sociales (dépenses de santé), allocation de chômage ;

-le gouvernement crée également 240 000 emplois publics de 1981 à 1983 et nationalise les grandes entreprises et les banques. Au total, la relance entraîne 80 million de francs.

*les résultats

La relance aboutie à une augmentation de la production en 1981-1982 (**+2,5% en 1982**) alors que les autres pays sont en récession. Par contre, l'effet inflationniste est prononcé et

le différentiel d'inflation avec les pays partenaires s'élève. Le taux de chômage se stabilise.

Dès 1983, le déficit extérieur se détériore (**100 milliards de francs en 1982 contre 50 milliards en 1981**) et le déficit budgétaire atteint les 3% du PIB.

***la mise en place de l'austérité**

La relance s'est heurtée à la contrainte extérieure : la production augmente plus fortement en France qu'ailleurs ce qui entraîne l'augmentation des importations. Les prix augmentent plus fortement qu'ailleurs ce qui se traduit par une baisse des exportations.

Pour combattre le déficit extérieur, le franc est dévalué 3 fois de suite (**de 1982 à 1983**) les salaires sont gelés (**bloqués**), on réduit le volume du crédit, on augmente les prélèvements, on freine les dépenses.

b-La politique Américaine sous Ronald Reagan (1980-1988)

***les principes**

La politique économique de Ronald Reagan est bornée sur les théories monétaristes et sur celles de l'économie de l'offre.

***le monétarisme**

Pour **Milton Friedman** (1912-2006), il existe un taux naturel ; toutes tentatives pour diminuer ce taux n'aboutit qu'à augmenter le niveau des prix. La seule politique économique consiste à surveiller la quantité de monnaie générant de l'inflation.

***l'économie de l'offre ou « supply side economy » (Arthur Laffer)**

Pour ce courant de pensée économique, « **trop d'impôts tue l'impôt** » : Une trop forte imposition diminue les rentrées fiscales en décourageant l'activité (le travail) et en encourageant la fraude (le travail au noir). La diminution des impôts peut donc relancer l'activité sans pour autant générer les baisses de recettes pour l'Etat et donc sans provoquer le déficit budgétaire.

***les mesures** : On distingue 2 phases :

De 1980 à 1982 :

-la politique budgétaire : Le programme ERTA (**Economic Recovery Tax Act**) prévoit de fortes diminutions d'impôts. Les dépenses civiles sont aussi diminuées contrairement aux dépenses militaires. Un fort mouvement de déréglementation sur le plan de l'emploi et de la concurrence accompagne cette politique (surtout au niveau des compagnies aériennes) ;

-la politique monétaire : **Paul Volker**, président de la FED (**Federal Reserve Board System**), contrôle la croissance de la masse monétaire, ce qui se traduit par l'envolée des taux d'intérêt de **5 à 14%** voire **15%** qui va empêcher toute reprise économique et plonger les USA

et le reste du monde dans la récession. Fin 1982, il y a 12 millions de chômeurs et un déficit budgétaire de 200 milliards de \$.

De 1983 à 1988 :

A partir de 1983, le gouvernement Américain semble faire marche arrière : le programme TEFRA augmente les impôts, la banque centrale relance sa politique monétaire entraînant la chute des taux d'intérêt qui va relancer la consommation et l'investissement. Avec ces nouvelles mesures l'économie Américaine connaît une forte reprise qui se caractérise par : la désinflation, la baisse du chômage (**5,5% en 1989**), la création de 6 millions d'emplois de novembre 1982 à juin 1984. Cependant cette reprise va se traduire par une dégradation des échanges externes (**avec la flambée du dollar : 1\$=10FF en 1985**).

CHAPITRE IV : LES TRANSFORMATIONS SOCIALES

I-STRUCTURE DE CLASSE ET MOBILITE SOCIALE

Structure de classe

1-Définition

On appelle classe sociale la division en un certain nombre de couches sociales ou groupes sociaux (**stratification sociale ou hiérarchie sociale**).

2-La classification des individus

Comment classer les individus dans les groupes sociaux de tel sorte que les groupes soient le plus homogène possible : 2 grandes écoles se penchent sur ce problème.

a-Les Marxistes

Pour ceux-ci, l'appartenance de classe d'un individu est définie par la place qu'il occupe dans le processus de production c'est-à-dire la possession ou la non possession des moyens de production. D'où l'existence de la bourgeoisie et du prolétariat.

b-Les fonctionnalistes

Ce sont **Weber** en Allemagne et **Parsons** aux USA. Ils déterminent des critères sociaux économiques tels que la possession, le niveau du revenu, la consommation, etc. C'est cette conception qui a conduit l'INSEE en France à adopter la nomenclature des CSP (**devenu les PCS en 1982**)

3-L'évolution des classes sociales

a-Le développement des classes moyennes

Ce concept apparaît vers les années 30. **Halbwachs** (sociologue Français de 1875 à 1945) les définit comme "les catégories qui ont un revenu et un patrimoine de niveau moyen, intermédiaire entre ceux des classes les plus élevées et ceux des classes les plus basses".

Cette notion est assez floue et mal définie car les catégories ainsi rassemblées présentent des caractéristiques fortes différentes sur le plan du travail et des idées politiques.

b-La classe ouvrière

50% des ouvriers vivent dans des maisons individuelles (dont 37% sont propriétaires de leurs logements). De plus en plus d'ouvriers partent en vacances, ont des voitures et un niveau d'équipement ménager de plus en plus élevé.

La classe prolétaire de jadis défavorisée, exploitée aurait-elle disparue ? Ce serait elle bourgeoisée ? Si les conditions de vie des ouvriers se sont nettement améliorées, la classe ouvrière conserve pourtant un certain nombre de spécificité qui sont dominées et démunies.

c-Les employés

Théoriquement un groupe social est d'autant plus fort et structuré qu'il se retrouve en dehors du lieu de travail, dans un milieu homogène partageant les mêmes conditions de vie.

En France, le cas de la classe ouvrière et de la paysannerie correspond à cette situation. Mais les employés, assez homogènes dans le domaine du travail, ont des comportements forts différents en dehors du travail.

La mobilité sociale

1-Définition et caractéristique

Elle est le trajet accompli dans l'espace social par un individu ou un groupe social. Elle est le plus souvent liée à un changement de profession. On distingue 2 types de mobilités sociales :

- **la mobilité intragénérationnelle** : C'est la mobilité professionnelle d'un individu au cours de sa vie. Par exemple un ouvrier qui devient stable.

- **la mobilité intergénérationnelle** : C'est la mobilité professionnelle d'un individu par

rapport à la profession exercée par ses ascendants. Par exemple un enfant et son père ; un petit fils et son grand père.

La mobilité sociale peut être horizontale c'est-à-dire un changement de profession n'entraînant pas une véritable modification.

Par exemple un employé devenu cadre moyen.

Elle peut être verticale c'est-à-dire un changement de profession entraînant soit une ascension sociale soit un déclin social.

2-La mesure de la mobilité intergénérationnelle

Elle s'effectue à l'aide de table de mobilité sociale dont le but est de décrire les changements dans le statut social des individus d'une population par rapport au statut social des ascendants de ces individus.

*Le statut social est le plus souvent exprimé par les CSP.

*On peut dresser les tables sur 2 générations (mobilité sociale entre père et fils ; entre mère et fille), sur 3 générations (entre grand père et petit fils, etc.).

*Pour que l'analyse soit homogène, il est nécessaire de prendre en compte le statut social des individus et de leurs ascendants au même âge (45 à 59 ans).

a-La lecture d'une table de mobilité sociale

Soit une population de 1000 individus répartie en 2 classes sociales : la classe supérieure (CS) et la classe populaire (CP). On peut alors dresser une 1^{ère} table de mobilité sociale :

CLASSE DES FILS	CS	CP	TOTAL
CLASSE DES PERES			
CS	250	150	400
CP	100	500	600
TOTAL	350	650	1000

A partir de ce tableau on peut établir 2 types de tables de mobilité sociale :

-la table de destinée sociale :

Elle permet de savoir ce que sont devenus les enfants issus d'une même classe sociale c'est-à-dire dont les pères appartiennent à la même classe sociale. La destinée sociale se lit en lignes. Exemple sur un total de 400 enfants dont les pères appartenant à la CS, 250 sont devenus CP. En ligne on part de l'origine, on recherche le devenir de l'enfant. On peut établir la table de destinée sociale exprimée en %

CLASSE DES FILS	CS	CP	TOTAL
CLASSE DES PERES			
CS	62,5	37,5	100
CP	16,67	83,33	100

62,5 signifie que sur 100 enfants issus de la CS 62,5 sont devenus CS.

On s'aperçoit que la grande majorité des enfants (62,5% des enfants CS et 83,33% des CP occupent la même position sociale que celle de leurs parents.

-la table de recrutement social :

Elle permet de savoir l'origine sociale des individus appartenant à telle ou telle classe sociale (c'est-à-dire dans quelle classe les individus appartenant à telle ou telle classe sociale ont-ils été recrutés ?).

Le recrutement social se lit en colonnes, exemple sur 350 enfants appartenant à la CS, 250 sont issus de la CS et 100 sont issus de la CP. En colonne on part du devenir, on recherche l'origine de l'enfant.

Il est aussi possible d'établir une table de recrutement social en % :

CLASSE DES FILS	CS	CP
CLASSE DES PERES		
CS	71,43	23,08
CP	28,57	76,92
TOTAL	100	100

On s'aperçoit d'un phénomène « d'auto recrutement ». La grande majorité des enfants CS sont issus de la CS idem pour les enfants CP.

b-Calculs relatifs à l'immobilité ou rigidité sociale à la mobilité sociale

Elle est représentée par des individus occupant la même position sociale que leurs pères (intersection des lignes et des colonnes de même nature ou chiffre sur la même diagonale).

La mobilité sociale est représentée par des individus dont la position sociale est différente de celle de leurs pères (intersection des lignes et des colonnes de nature différente ou chiffres hors de la diagonale).

En se basant sur la table des effectifs, il est alors possible de déterminer un coefficient ou un pourcentage de rigidité et de mobilité sociale.

$$\text{Coefficient d'immobilité sociale} = \frac{\text{Somme des chiffres de diagonale}}{\text{Effectif total}} * 100$$

$$\text{Coefficient de mobilité sociale} = \frac{\text{Somme des chiffres hors de la diagonale}}{\text{Effectif total}} * 100$$

Ainsi 750 individus sur 1000 sont immobiles (soit 75% de la population totale) alors que 250 sont mobiles (soit 25%).

REMARQUE

A l'extrême, l'immobilité parfaite serait de 100% et la mobilité nulle tandis qu'à l'inverse une mobilité parfaite de 100% donnerait une rigidité nulle.

II-LES FACTEURS DE MOBILITE SOCIALE

On distingue 2 facteurs importants :

1-L'évolution des structures de mobilité structurelle

C'est une mobilité forcée entraînée par l'évolution des structures au cours du développement économique. Cela est dû à la disparition ou à la régression de certaines professions et le renforcement d'autres.

Les agriculteurs avec la création des grandes exploitations sont les CSP en déclin. Avec la croissance économique, certaines activités se développent (tertiairisation des emplois). Cela entraîne la prolifération des emplois.

La structure démographique s'ajoute à celle de l'économie pour expliquer la mobilité sociale (la fécondité est très élevée chez les employés). La mobilité de circulation est liée aux désirs, aux aspirations de l'individu voulant accéder à un niveau supérieur.

2-Le capital économique social et culturel

Le capital économique, composé du patrimoine et du revenu, est variable d'une classe à l'autre. Il sera laissé en héritage aux enfants, c'est ce qui explique une certaine absence de mobilité.

Le capital culturel est le niveau d'éducation des parents et l'ensemble des connaissances culturelles, le savoir faire, du langage qui crée un environnement favorable dans lequel puiseront les enfants. Il joue un rôle très important.

Le capital social est l'ensemble des connaissances, des relations sociales dont disposent les parents et qui seront bénéfiques aux enfants.

3^{ème} PARTIE : *LES PAYS EN DEVELOPPEMENT*

CHAPITRE I : HETEROGENEITE DU TIERS MONDE

I-UN PROBLEME DE TERMINOLOGIE

Les économistes ont du mal à nommer les pays non industrialisés. En effet il n'existe pas un terme approprié pour les désignés :

- **Alfred Sauvy** fait explicitement allusion au tiers Etat de la révolution Française ou à un 3^{ème} monde entre les pays capitalistes et socialistes développés d'où le terme de tiers monde.

- On oppose également les pays du sud aux pays du nord.

- Si on raisonne en terme de retard, on trouve successivement les pays sous développés, les pays en voie de développement et les pays en développement.

II-LA DIVERSITE DES SITUATIONS

Le tiers monde n'est pas un ensemble homogène :

- sur le plan géographique, les débouchés sur la mer, les dotations en ressources naturelles, les superficies et les reliefs, les populations, les climats sont très différents d'un pays à l'autre.

- sur le plan historique, la plus part des pays du tiers monde ont été colonisés mais les conséquences furent différentes (**la colonisation Française est différente de la colonisation Anglaise**).

- les niveaux de développements sont eux-mêmes très différents. On distingue à cet effet des pays à faible revenu (avec des revenus inférieurs à 480\$/habitants), des pays à revenu intermédiaire (inférieur à 6000\$/habitants) et des pays à revenu élevé (les pays producteurs de pétrole en particulier).

- le revenu n'est pas le seul critère de distinction. Les pays les moins avancés sont surtout localisés en Afrique. A l'autre extrémité, il ya les nouveaux pays industrialisés (**NPI**) qui se sont hissés au niveau des pays développés avec les caractéristiques suivantes : une épargne plus forte, une démographie plus stable, la part de l'industrie dans le PIB supérieur à 30%, l'analphabétisme est moindre.

III-LES POINTS COMMUNS

Les pays du tiers monde sont ceux où les coûts de l'homme ne sont pas couverts. De plus, les économies sont essentiellement agricoles dualiste et désarticulées : l'économie traditionnelle coexiste avec l'économie moderne urbaine mais les relations entre ces secteurs sont relativement faibles, les activités ne sont pas complémentarités : le développement de l'une n'entraîne pas celle de l'autre.

CHAPITRE II : LES ANALYSES DU SOUS DEVELOPPEMENT

I-LE COURANT LIBERAL S'OPPOSE AU COURANT MARXISTE OU TIERS MONDISTE

1-L'analyse libérale

a-Le sous développement : un problème naturel ou culturel

*Le climat, la pauvreté du sous sol, le relief, la fréquence des catastrophes naturelles vont être incriminés. Ces facteurs constituent effectivement un handicap pour les pays en développement. Ils demeurent insuffisants pour expliquer le sous développement (par exemple le Japon, les pays Scandinaves, le Brésil, la RDC).

*Les mentalités, la culture ou les traditions vont être accusées de constituer des freins au développement : les structures sociales comme l'organisation de la famille, les fêtes, l'idée du profit ou de subsistance, les structures politiques (Etat instable, administration corrompue), les structures religieuses (l'hostilité au progrès, le fanatisme, les castes), la conception du temps, le rôle de la femme et de l'enfant, l'interdiction de l'insurge... peuvent en effet bloqués le processus de croissance.

*Les plus extrémistes vont faire appel à la hiérarchisation des races pour expliquer le sous développement.

b-Une analyse externe de retard

Selon **Rostov**, le développement est linéaire. Les pays en retard connaissent la marche vers la société de consommation de masse.

2-L'analyse externe de domination

Le développement de certains pays provoque le sous développement des autres.

a-L'analyse non Marxiste (François Perroux, Paul Bairoch)

Sans qu'il n'y est de volonté d'exploitation, la différence dans le développement du tiers monde amène une création de profits. Actuellement, il est plus difficile d'accéder au développement car les pays du tiers monde sont en situation de concurrence vis-à-vis des pays industrialisés. Il faut donc disposer d'un appareil de production efficace, compétitif et donc coûteux. L'épargne interne, l'Etat insuffisant, les pays en développement doivent faire appel aux capitaux étrangers.

3-L'analyse Marxiste

Le sous développement résulterait de la colonisation et de l'exploitation des pays « **périphériques** » par les pays du centre. La domination étrangère a destitué les économies traditionnelles :

- Nouvelles formes d'administration publique, nouvelles normes de consommation, spécialisation défavorable, le pillage des ressources naturelles, etc.

- Depuis l'indépendance, le néocolonialisme aurait succédé au colonialisme : les secteurs rentables de l'économie sont toujours possédés par les capitaux étrangers, la domination est à la fois technologique, commerciale (en ce qui concerne le marché des matières premières minérales et agricoles) et politique.

Le commerce international permettrait aussi l'exploitation du tiers monde : ce phénomène se traduit par la dégradation ou détérioration des termes de l'échange dont la formule est la suivante :

$$\text{Indice des termes de l'échange} = \frac{\text{Indice des prix des exportations}}{\text{Indice des importations}} * 100$$

Si cet indice diminue cela signifie que pour obtenir la même quantité de produits importés, il faut exporter une quantité plus grande de produits.

L'évolution des termes de l'échange des pays en développement a toujours été fluctuante : ils se sont appréciés durant les 2 guerres mondiales ainsi qu'en 1973-1980. Depuis les années 1950, les termes de l'échange se dégradent. Pour expliquer cette évolution, on peut mettre l'accent sur :

- la distribution différente des gains de productivité entre PED et PD.
- Une mauvaise spécialisation : les matières premières minérales et agricoles sont extrêmement sensibles à la demande internationale c'est-à-dire que leurs prix varient en fonction de la demande des pays consommateurs sur le marché international.
- Une inflation plus forte dans les PED et dans les PD : les monnaies des PED se

déprécient ce qui renchérit les importations.

CHAPITRE III : LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

I-LA PLACE DE L'AGRICULTURE

Le développement du tiers monde passe par l'auto suffisance alimentaire et une plus grande productivité agricole : une hausse de la productivité libère la main d'œuvre pour l'industrie, garantie l'approvisionnement des villes, permet d'accroître les revenus agricoles et de constituer un marché interne.

1-Les reformes agraires

Elles répondent à plusieurs objectifs :

- assurer une plus grande justice sociale : la distribution des terres aux paysans pauvres assurent les besoins nutritifs et limite l'exode rural.
- obtenir une meilleure productivité : les grands domaines sont mal utilisés (on y pratique généralement l'élevage extensif et les propriétaires sont absentéistes) par contre les petites parcelles ne permettent pas la mécanisation.

Le Japon, la Corée du sud, le Taiwan, la Bolivie, l'Egypte, etc. ont connu leur réforme agraire. Celle-ci prend plusieurs formes : la collectivisation ou la privatisation, la réglementation des fermages, le partage des grandes propriétés ou la réunion des petites exploitations, la création de coopératives.

Ces reformes agraires se heurtent à certains obstacles : l'augmentation de l'auto consommation, le rachat des terres par d'anciens propriétaires, les difficultés de mise en valeur ou de financement. A titre d'exemple au Brésil en 1985, 1% des propriétaires possédaient 45% de la surface utile, 11 millions de paysans étaient sans terre ; en Indonésie et en Bolivie 85% des ménages ruraux étaient sans terres ou quasi sans terres.

2-La révolution verte

Dans les années 1960 au Mexique et en Inde, les variétés à hauts rendements (**VHR**) de blé et de riz sont introduites et vont multiplier les rendements par 3. Cette « révolution » permettra à l'Inde d'atteindre l'auto suffisance alimentaire.

Le recours à ces VHR induit l'utilisation massive d'engrais, de pesticides et nécessite une mécanisation poussée et les travaux d'irrigation important. Cependant le coût de ces VHR est plus de 20 fois supérieures à celui des variétés communes. L'importance des investissements renforce les inégalités sociales, seuls les grands propriétaires pouvant les financer.

3-Le choix des cultures

Les agriculteurs des pays du tiers monde se trouvent souvent face à un dilemme : favoriser les cultures vivrières permet l'auto suffisance et correspond aux habitudes alimentaires et favoriser les cultures d'exportation (ou cultures de rente) permet de se procurer des devises et de financer l'industrialisation mais cela peut provoquer des famines, augmenter également la dépense vis-à-vis de l'extérieur (instabilité des marchés, importations).

II-LES STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION

On distingue 2 grandes catégories de stratégies :

- d'une part le choix d'un développement auto centré ou intraverti : les pays refuges craignent leur insertion dans la division internationale du travail (**DIT**) mais se heurtent à l'exiguïté du marché intérieur.

- d'autre part le choix d'une industrialisation extravertie, l'insertion dans la DIT devant permettre le développement ou risque d'accroître la dépendance.

1-Les stratégies auto centrées

Elles comprennent 2 types de stratégies.

a-L'industrialisation par substitution d'importation

Il s'agit de remplacer les importations par des produits locaux.

b-Les industries « industrialisantes »

La priorité est donnée aux industries lourdes qui ont de forts effets d'entraînement sur le reste de l'économie.

2-Les stratégies extraverties

Elles comprennent essentiellement la stratégie d'industrialisation par la promotion des exportations. Il s'agit d'exporter afin d'obtenir des devises qui vont s'investir dans des secteurs plus capitalistiques. (Pour plus de détails voir le tableau)

3-Les blocages à l'industrialisation

La boucle « Fordiste » n'existe pas : la production de masse n'est pas liée à la consommation de masse (salaires faibles, marché intérieur faible). Le gaspillage est important :

- on choisit souvent par prestige de grands projets complexes (du genre du barrage Itaipu au Brésil) très coûteux et peut rentable alors que les micros projets seraient plus rentables « **small is beautiful** ».
- les classes dirigeantes orientent les productions dans des directions peu efficaces et s'approprient une part croissante de la richesse nationale qu'elle n'investit pas dans le pays.
- le budget de l'Etat favorise la défense et l'armée (**5% du PNB en 1980**).
- la bureaucratie et la corruption découragent l'investissement.

CHAPITRE VI : L'ENDETTEMENT DU TIERS MONDE

L'évolution de la dette du tiers monde est fulgurante.

En 1973, elle s'élevait à 100 milliards \$, 730 milliards \$ en 1981, 1290 milliards \$ en 1989, 1489 milliards \$ en 1996, 2875 milliards en 2006. Mais c'est au mois d'août 1982 que le phénomène se dégrade en crise de l'endettement lorsque pour la 1^{ère} fois le Mexique (pays lourdement endetté) se trouve dans l'impossibilité de rembourser sa dette, suivi en suite par d'autres pays.

I-ORIGINE ET EVOLUTION DE LA CRISE DE L'ENDETTEMENT

Pour assurer leur croissance les PED confrontés à l'insuffisance de l'épargne nationale vont avoir recours aux capitaux extérieurs. A cela il faut ajouter les dépenses somptueuses de certains dirigeants, l'appel aux capitaux étrangers et la fuite de capitaux ainsi que les crises de pétroles.

1-La situation au début des années 1970

En 1973, la dette du tiers monde était raisonnable et nullement inquiétante (**100 milliards \$ US**). Les recours aux banques étaient relativement limités (**30 000 milliards \$**) et les crédits sont généralement assortis de faibles taux et à échéances lointaine.

2-La période 1973-1978

Le 1^{er} choc pétrolier va détériorer la situation des PED non producteurs de pétrole. Leurs déficits extérieurs s'aggravent et ils doivent se tourner vers le système bancaire international.

Durant cette période, les pays les plus endettés (situer surtout en Amérique latine) ont voulu continuer à assurer une croissance économique aussi soutenu que par le passé, détériorant davantage la situation (importations massives, les taux d'intérêts s'élèvent et les échéances se raccourcissent.

3-A partir de 1978

Le climat d'optimisme va pousser les banques à distribuer largement les crédits aux pays du tiers monde sans tenir compte suffisamment de la solvabilité potentielle des débiteurs.

C'est dans ce concept qu'intervient alors le 2^{ème} choc pétrolier entraînant la stagflation dans les pays industrialisés et une forte augmentation du service de la dette (suite à la hausse vertigineuse des taux d'intérêt des banques qui atteignent 20%).

En 1982 la profonde détérioration de la situation économique des pays du tiers monde déclenche « la crise de l'endettement ».

II-LES MENACES QUI PESENT SUR LE SYSTEME FINANCIER INTERNATIONAL ET LA RECHERCHE DE SOLUTION

Depuis 1930, le monde n'a pas connu de crise financière grave mais la menace est de nouveau réapparue avec la crise de l'endettement. En effet la fiabilité des banques risque de suivre celle tiers mondiste.

Pour éviter le crash attendu, le FMI intervient d'une part pour faire pression sur les banques afin qu'elles acceptent essentiellement le paiement des intérêts dus et repoussent le paiement de la dette et d'autre part sur les pays endettés pour qu'ils établissent leurs équilibres budgétaires et extérieur.

Pour résoudre le problème de la dette, les plans de « **rééchelonnement** » se succèdent depuis août 1982. A partir de 1985, **le plan Backer** met l'accent sur la nécessité de croissance des PED pour relancer leur solvabilité. **Le plan Brady** en mars 1982 pose le problème de réduction des dettes commerciales dans les PED.

Récemment, l'initiative des PPTE (**Pays Pauvres Très Endettés**) a été mise en place dans le but d'annuler tout en partie les dettes des pays du tiers monde ayant consentis des efforts de redressement économique.

III-L'AIDE

Mis en place par les PD, elle a pour but de palier les difficultés des pays du tiers monde. Elle se présente sous plusieurs formes :

1-L'aide publique au développement

Elles désignent les prêts du secteur public assortis de conditions inférieures à celles du marché et des dons. Elle était fixée à **1%** du PIB mais le comité d'aide au développement (CAD) l'estime actuellement à **0,35%**.

2-L'aide privée

Elle regroupe les dons des organisations non gouvernementales (**ONG**) mais également des crédits à l'exploitation, les investissements de porte feuille, les investissements directs à l'étranger (**IDE**).

L'aide peut être bilatérale ou multilatérale, liée ou non liée.

3-L'UE et les pays ACP

L'UE fournit une aide spécifique aux ACP dans le cadre des conventions de Lomé sous la forme d'une coopération financière et technique, d'une aide à la stabilisation des recettes d'exportations et une facilité de financement de la production minière.

4^{ème} PARTIE : LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE

CHAPITRE I : LE COMMERCE INTERNATIONAL

I-STRUCTURE DE L'ECHANGE INTERNATIONAL

1-L'évolution du commerce mondial

Dans une perspective historique longue, depuis 1800, le commerce mondial (**exportations et importations**) a été multiplié par 300. Seules les années 1930-1945 se sont traduites par un recul des échanges.

Dans une perspective plus récente, de 1950-1988, le commerce mondial a décuplé pour atteindre 3000 milliards \$. Les 2 chics pétroliers ont particulièrement marqué le commerce mondial. Ce qui a fait qu'il a connu un recul en 1975 et en 1981-1982.

La croissance des exportations sur la période a été plus forte que celle de la production montrant ainsi le développement du commerce international.

Depuis 1960, la plupart des pays se sont ouverts sur l'extérieur (**à partir d'un taux d'ouverture ou taux d'exportation** $= \frac{\text{Exportation}}{\text{PIB}} * 100$).

Ainsi à l'époque, les pays Européens étaient plus ouverts car ils consacraient 25% de leurs productions aux exportations. Par contre les USA et le Japon demeurent relativement fermés (**avec un taux d'ouverture sensiblement égal à 10%**)

2-Les produits échangés

Part dans les échanges courants	1963	1997
Produits agricoles	29	11
Produits minéraux	16	13
Produits manufacturés	52	73

La part des produits primaires ou produits de base (produits agricoles ou minéraux) diminue passant de **45%** à **24%** alors que celle des produits manufacturés augmente pour représenter **73%** en **1997**.

Cette dernière situation s'explique par le nouvel ordre économique international ou **redistribution de carte mondiale** avec la spécialisation de certains pays du tiers monde dans les produits manufacturés.

De nos jours on parle d'une nouvelle division internationale du travail (**DIT**) par opposition à la DIT traditionnelle (**spécialisation dans les produits de base**).

3-La géopolitique de l'échange

Le commerce mondial est concentré entre les mains d'une minorité. Les USA, l'Allemagne et le Japon assurent à eux seuls **le tiers des exportations et des importations mondiales**. Ils sont suivis par la France, la Grande Bretagne, le Canada, l'Italie, les Pays Bas ; ces derniers réalisant **59,5% des exportations** et **58% des importations**.

Depuis les années 1970, on assiste à l'avènement des NOPEI (nouvel ordre économique international) avec l'entrée d'un groupe de pays en développement qui joue un rôle important dans le commerce international. Il s'agit des nouveaux pays industrialisés (**NPI**) qui comprennent les 4 pays d'Asie du sud (**Hong Kong, Corée du sud, Singapour et Taïwan**) ainsi que 2 pays de l'Amérique latine (**le Brésil et le Mexique**).

Les années 1980 ont vu à leur tour surgir un second groupe de PED exportant des produits manufacturés. Il s'agit essentiellement d'autres pays asiatiques comme la **Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie**. Les seuls pays d'Asie restant encore en retard par rapport aux autres étant la **Birmanie** et la **Mongolie** (le chef de file pour la locomotive étant le Japon).

II-LES THEORIES DE L'ECHANGE INTERNATIONAL

1-Les fondements de la DIT

a-La théorie des avantages absolus « Adam Smith »

Chaque pays doit se spécialiser dans la production des biens où il est le plus performant et importer les autres biens pour lesquels il ne détient pas un avantage absolu.

Chacun des participants à l'échange y gagne, la communauté à intérêt à échanger avec l'extérieur.

b-La théorie des avantages comparatifs

	Pays A (Angleterre)	Pays B (Portugal)
--	---------------------	-------------------

1 pièce de drap	100 hommes par an	90 hommes par an
Vin	120 hommes par an	80 hommes par an

Le pays B a un avantage absolu dans les 2 productions. Chaque pays va alors se spécialiser dans la production de la marchandise pour laquelle il est relativement plus performant. Ainsi pour le drap, la productivité du pays A est **90%** de celle du pays B alors que pour le vin la productivité n'est que de **67%** de celle du pays B. Le pays A est relativement meilleur dans la production de drap.

Au niveau de l'ensemble de la collectivité, si chacun des pays se spécialise, on obtiendra un gain de production.

Total des hommes disponibles Pays A : 220 hommes ; une pièce de drap est obtenu avec 100 hommes, avec 220 hommes on obtient 2,2 pièces de drap.

Total des hommes disponibles pays B : 170 hommes ; le vin est obtenu avec 80 hommes donc avec 170 hommes on obtient 2,125 fois plus de vin.

c-La théorie de la dotation factorielle

Chaque pays doit se spécialiser dans la fabrique du produit qui incorpore le facteur de production le plus abondant et importer les produits nécessitant le facteur de production la plus rare (**théorie H.O.S** = Heckscher-Ohlin-Samuelson). Elie Heckscher, Bertil Ohlin et Paul Anthony Samuelson.

2-La remise en cause de l'échange international

Pour certains analystes (principalement les marxistes ou tiers mondistes), le commerce international ne profite pas équitablement à tous les participants.

a-L'échange inégal : Théorie développée par Samir Amin et Arghiri Emmanuel

Les pays du « centre » exploitent ceux de la « périphérie » : les salaires étant plus faibles dans les PED et les spécialisations peu avantageuses. Les PD peuvent obtenir plus de travail qu'ils n'en offrent en échangeant les marchandises.

b-L'impérialisme : Rosa Luxembourg, Lénine

Les profits diminuant dans les PD, les capitalistes vont exploiter les pays « arriérés » dans lesquels les perspectives de profits sont plus élevées. Cette exploitation va d'abord prendre la forme d'exportations de capitaux (**investissements étrangers**) ou de manière plus violente de création de colonies.

c-Les effets de domination : François Perroux

Les échanges internationaux résultent des rapports de force et de pouvoir. Il y a des pays qui ont des monopoles sur certaines technologies ou qui les maîtrisent tandis que d'autres n'y ont pas accès.

Ainsi les PED qui veulent rentrer sur le marché international se voient contrer par les PD qui ont une certaine avancée technologique.

3-Le libre échange ou le protectionnisme

Le libre échange est l'ensemble des mesures permettant d'assurer la libre circulation des marchandises à travers la réduction ou la suppression des barrières douanières.

Le protectionnisme est l'ensemble des mesures permettant de protéger les produits nationaux contre la concurrence étrangère. Il revêt 2 formes :

• **le protectionnisme tarifaire** : Il s'agit de l'application des droits de douanes pour empêcher l'entrée des produits étrangers sur le marché national.

• **le protectionnisme non tarifaire** : Il s'agit des obstacles aux barrières douanières non tarifaires pour empêcher l'entrée de produits étrangers. On distingue :

- °la réglementation sanitaire, la sécurité, la pollution ;
- °l'instauration des normes ;
- °les quotas, les contingents ;
- °le contrôle tatillon, les détails, les formulaires ;
- °les subventions.

On cherche à empêcher l'entrée des produits étrangers pour soutenir les activités en difficultés, garder son indépendance ou encourager l'émergence, la restructuration de nouvelles activités : ce sont les fondements du protectionnisme.

L'économiste Allemand Frédéric List légitimise le recours au protectionnisme sous certaines conditions. Cette protection doit être sélective et temporaire, elle doit permettre de former la main d'œuvre, maîtriser les techniques et acquérir une taille minimum (**c'est la théorie du protectionnisme éducateur**).

Le recours au protectionnisme comporte des risques. L'adoption des mesures protectionnistes engendre souvent des mesures de rétorsions, l'insuffisance ou le surcoût de produits fabriqués localement. De plus la réduction de la taille du marché ne permet plus la réalisation des économies d'échelle et la coupure des technologies développées à l'étranger peut rendre l'appareil productif obsolète. La concurrence extérieure est éliminée.

III-LES FACTEURS DE LA MONDIALISATION

La multiplication des Etats indépendants, les progrès des transports n'expliquent qu'une partie du phénomène de la mondialisation. La multinationalisation des firmes et les apports internationaux jouent également un rôle primordial. La mondialisation est l'interpénétration des économies, la conception d'un produit à l'échelle mondiale. Avec la mondialisation l'économie est devenue un village planétaire.

La globalisation : En plus de la mondialisation elle comporte la mobilisation internationale des capitaux et le développement de la distribution.

1-Le rôle des firmes multinationales (F.M.N)

a-Définition

La multinationale est une entreprise qui a implanté une ou plusieurs filiales dans plusieurs pays avec une stratégie et une organisation conçue à l'échelle mondiale (on les repère quantitativement grâce au IDH).

Les multinationales sont de types différents : primaires (exportations des ressources naturelles), de la stratégie productive (avantage de la DIT, salaire, productivité), à la stratégie commerciale (marchés importants).

b-Les facteurs de la multinationale

***La contrainte d'approvisionnement** : Il s'agit de la maîtrise de l'exportation des ressources naturelles et du contrôle de leurs distributions.

***Contenir les réglementations** : La production sur place évite les barrières douanières et les quotas. La multinationalisation permet de profiter de « **paradis fiscaux** ».

***Augmenter ses parts de marché** : La dimension internationale permet d'accéder à des économies d'échelle, l'existence d'une présence en face des principaux concurrents.

***La réduction des risques** : Cela se fait à travers la diversification géographique.

***Abaisser les coûts de production** : Cela consiste à diminuer les coûts de transports (quand on se rapproche du consommateur), les coûts salariaux.

c-Les conséquences de la multinationalisation

Avantages	Inconvénients
•Création d'emplois •Relance de la croissance •Réduction possible des importations •Apport de capitaux •Apport de technologies et de techniciens •Distribution de salaires •rentrées fiscales	•Pillages des ressources naturelles •Concurrence possible des productions locales •Rapatriement des bénéfices •Emplois peu qualifiés •pollution •Acculturation (nouvelles normes de consommation) •Instabilité : la stratégie de la F.M.N est globale •Poids pour les finances publiques (engagement de la part de l'Etat d'implanter des infrastructures) •La mise en œuvre de techniques capitalistes entraîne une dépendance et des importations massives •Abus de pouvoir (les F.M.N imposent leurs politiques à l'Etat)

Les conséquences sur le commerce international

Une grande partie du commerce mondial échappe aux lois du marché. Le commerce intra firme ou le marché captif (**le tiers du commerce mondial**) fonctionne selon une logique propre : fixation de prix de transfert, majoration ou minoration de factures pour échapper à des taux d'impositions prohibitifs ou aux droits de douanes, transferts de fonds plus discrets que le rapatriement des individus. Les chiffres du commerce mondial dépendent alors de la stratégie des F.M.N.

2-Les accords et les organismes internationaux

Plusieurs traités ou institutions se sont donnés pour objectif de faciliter les échanges que se soit au niveau mondial ou à un niveau plus raisonnable.

a-Les accords du GATT (General Agreement on Tariff and Trade)

Le GATT est un traité signé pour la 1^{ère} fois en 1947 par 23 pays et qui depuis a vu se succéder plusieurs « **négociations commerciales multilatérales** » (NCM), avec plus de 100 signataires mais moins la Chine.

En octobre 1994, le GATT contient 124 pays signataires dont le Mali.

En janvier 1995, le GATT devient l'organisation mondiale du commerce (**OMC**) dont l'objectif est de développer le commerce mondial et le libre échange.

***Les principes de base du GATT :**

°la non discrimination entre produits nationaux et étrangers encore appelée « **clause de la nation la plus favorisée** » (tous les pays doivent bénéficier du meilleur traitement accordé).

°**l'élimination des restrictions quantitatives** : Interdiction des contingentements, des obstacles non tarifaires.

°Interdiction du « **dumping** » et des subventions à l'exportation.

Ces principes sont, dans les faits, souvent accomplis ; l'objectif du GATT étant avant tout d'éviter l'affrontement commercial (possibilité de quotas) en cas de déficits grave de la balance commerciale (préférence tarifaire accordée aux PED, création de zones de libre échange).

***Les différents cycles de NCM :**

°**Le Dillon round (1961-1962)** : Réduction de 20% du TEC (**Tarif Extérieur Commun**), diminution des droits de douanes.

°**Le Kennedy round (1964-1967)** : Baisse de 35% des tarifs douaniers.

°**Le Tokyo round (1973-1979)** : s'attaque aux obstacles non tarifaires.

°**L'Uruguay round (1986-1993)** : bloquait les produits agricoles, la CEE s'opposant aux USA, les propriétés intellectuelles (logiciels), les échanges de services (les assurances, les banques et le tourisme).

b-La création de zones d'échanges privilégiés

Il existe plusieurs étapes dans le processus d'intégration économique :

- zones de libre échange (baisse des droits de douanes) ;
- union douanière (baisse des droits de douanes plus TEC) ;
- marché commun (baisse des droits de douanes, TEC, plus la libre circulation des capitaux et des personnes) ;

- union économique (baisse des droits de douanes, TEC, la libre circulation des capitaux et des personnes, harmonisation des politiques économiques)

- intégration économique (baisse des droits de douanes, TEC, la libre circulation des capitaux et des personnes, harmonisation des politiques, plus autorités supranationale).

Quelques exemples

La CEE (1957) : 15 pays ; l'AELE (Association Européenne de Libre Echange en 1955) : 19 pays ; l'ASEAN ; le pacte Andin (1969) : 5 pays ; l'ALENA (Accord de Libres Echanges Nord Américain en 1992) : USA, Canada, Mexique ; l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africain en 1994).

CHAPITRE II : LE SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL

I-LES CARACTERISTIQUES DU S.M.I

Il (SMI) doit répondre à plusieurs questions :

-comment se convertissent les monnaies entre elles ?

-quels sont les moyens de paiements acceptés ?

Le SMI repose donc sur la convertibilité des monnaies entre elles et la détermination des moyens de paiements acceptés par tous les participants.

1-La convertibilité des monnaies

Elle peut être :

-**interne** : C'est la garantie donnée de rembourser les billets en or ou en argent (métal) ;

Externe : C'est la garantie donnée de changer librement une monnaie contre une autre. Néanmoins la convertibilité externe n'est pas toujours pleinement assurée car il existe un contrôle des changes qui peut limiter les quantités de devises échangées.

2-Le taux de change

a-Définition

Le taux de change est le prix d'une monnaie en une autre monnaie.

Exemple : 1 dollar = 455 FCFA ; 1 euro = 655,956FCFA

Dans un système de parité flottante, une monnaie peut s'apprécier (il faut moins d'unité monétaire nationale pour se procurer une monnaie étrangère).

Dans un système de change fixe, les monnaies se dévaluent ou se réévaluent (avec l'accord des autorités monétaires concernées).

b-Les déterminants du taux de change

Pour la théorie de la parité du pouvoir d'achat (**PPA**), une certaine somme en monnaie nationale doit, une fois convertie en devises, permettre de se procurer la même quantité de biens.

D'après cette théorie les variations du taux de change reflètent ainsi le différentiel d'inflation entre les pays.

En fait cette théorie reste imparfaite, d'autres facteurs interviennent :

-le solde de la balance des opérations courantes : S'il est positif, la demande de monnaie nationale augmente et celle de devise décroît. Si les investissements directs étrangers dans les pays sont supérieurs aux investissements directs nationaux, la demande de monnaie nationale croît et celle-ci s'apprécie ;

-les taux d'intérêts à court terme élevé vont attirer les capitaux étrangers (**placements, investissements de porte feuille**) et accroître la demande de monnaie nationale ;

-la politique économique menée par le gouvernement et les autorités monétaires : Emission excessive de monnaie, emprunts pour financer le déficit public, le soutien de la banque centrale à sa monnaie ;

-les spéculations qui anticipent une variation des parités.

3-Les liquidités internationales

Le paiement des marchandises, le règlement des dettes nécessitent un moyen de paiement accepté de tous et existant en quantité suffisante mais pas trop abondante. La croissance de ces liquidités internationales doit suivre celle des échanges. Historiquement les métaux précieux, le livre sterling (£), le dollar ont été utilisés comme moyens de paiement. Aujourd'hui des unités de comptes artificiellement créées : ECU (**unité monétaire économique**) et le DTS (**Droit de Tirages spéciaux**) prennent le relais.

II-L'EVOLUTION DU SMI

1-Le SMI avant 1945

Le système reposait sur l'étalon or et l'étalon de change or dont les principes sont les suivants :

a-Dans le cadre de l'étalon or

Chaque monnaie est définie par un poids en or. Le taux de change se fixe donc au rapport des poids en or des différentes monnaies appelé le pair métallique.

Exemple : $1\$ = 1,7145$ gramme d'or ; $1\text{€} = 2$ grammes d'or alors $1\text{€} = \frac{2}{1,7145} = 1,1665\$$.

b-Dans le cadre de l'étalon de change or

Pour faire face à la pénurie de métal précieux, les pays acceptent les devises comme moyen de paiement à côté de l'or. Ainsi une monnaie peut être définie en or ou en devise convertible en or ce qui privilégie les pays à monnaie forte (FF, €, £, \$).

2-Le système de Bretton Woods

En juillet 1944 deux plans étaient en présence :

-**le plan Keynes** qui proposa la création d'une banque et d'une monnaie supranationale « **le bancor** » ;

-**le plan white**, soutenu par les USA l'emportera et proposa la création du SMI (**les USA ont eu les $\frac{2}{3}$ du stock mondial d'or**).

a-Les principes du S.M.I

-**Les monnaies sont définies par rapport au dollar** : Les parités sont fixes avec une marge de fluctuation de plus ou moins 1% ;

-seul le dollar est convertible en or sur la bar de **35\$ l'once** (once = 32 grammes environ) ;

-les banques centrales des autres pays interviennent pour acheter leurs monnaies afin de défendre leurs parités ;

-le système de change est fixe mais ajustable (**s'il y a une dévaluation strictement supérieure à 10%**) ;

-un Fond Monétaire International (**F.M.I**) est créé. C'est une caisse de réserve commune alimentée par des apports des pays membres. La contribution des pays « côte part » est proportionnelle à sa part dans le commerce international ($\frac{1}{4}$ en or, $\frac{3}{4}$ en commerce

international), l'objectif est d'assurer la coopération monétaire et la stabilité des changes. Pour cela le fond prête des devises aux pays en difficulté de paiement.

b-Le fonctionnement

Le système a fonctionné correctement de 1958 à 1968.

De 1945 à 1958, ce fut le règne du dollar. Sur toute cette période le dollar est « **as good as gold** » (le dollar est aussi bien que l'or).

De 1958 à 1971, ce fut l'écroulement progressif du système. La confiance placée dans le dollar et l'économie Américaine va se dégrader au fil des années.

En août 1971, le président **Nixon** suspend officiellement la convertibilité du dollar en or. C'est la fin du système Bretton Wood.

Les critiques adressées au S.M.I :

-un système injuste : Les USA peuvent faire un déficit extérieur sans provoquer une dégradation de leur taux de change et s'approprier ainsi la production à un coût faible « **c'est un déficit sans pleurs** » ;

-un système incohérent : La croissance des liquidités dépend de la politique monétaire Américaine. Seul le déficit Américain permet d'approvisionner les banques centrales en \$;

-un système fragile : La quantité de \$ croît plus vite que le stock d'or alors que les demandes de conversion peuvent mettre le système en banqueroute.

Malgré tous ces reproches, le cadre monétaire a été relativement stable et a permis le développement des échanges.

3-Des changes fixes aux changes flottants

a-Le passage à un nouveau système

-Les accords du Smithsonian Institute (**Washington**) tentent de restaurer l'ancien système en élargissant les marges de fluctuation autour de la parité officielle et en dévaluant légèrement le \$ (**38 \$ l'once**) qui n'est pas convertible.

Ces accords qui renforcent les privilèges Américains ne seront pas appliqués très longtemps.

En 1973, la plupart des pays décident de ne plus défendre la parité de leurs monnaies face au dollar ;

-les accords de la Jamaïque, en 1976, officialisent le flottement des monnaies ; chaque pays a le choix entre 3 possibilités :

- définition de sa monnaie par rapport au DTS ou tout étalon autre que l'or.
- définition de sa monnaie par rapport à une ou plusieurs devises.
- laisser flotter sa monnaie sur le marché des changes. Dans le cas d'un flottement « pur », la banque centrale n'intervient plus. Dans le cas d'un flottement « impur », la banque centrale peut intervenir pour maintenir une parité non officielle. Ces accords consacrent la détérioration de l'or.

b-Les effets attendus du flottement des monnaies

Les changes flexibles seraient plus avantageux que les changes fixes :

- aucune monnaie n'est privilégiée ;
- les banques centrales n'ont plus à se constituer des réserves de devises ;
- les gouvernements peuvent mener une politique économique indépendante.
- les changes flottants corrigent automatiquement les déséquilibres de la balance des paiements. En effet si certains de ces avantages existent en flottement pur, en flottement impur il faut être plus nuancé.

Au contraire certains prétendent que les changes flottants peuvent entraver le développement du commerce international en le rendant plus aléatoire et donc plus risqué.

c-Le rôle du dollar

Bien qu'ayant perdu son statut de privilégié, le dollar n'en reste pas moins une monnaie très utilisée pour les règlements internationaux et constitue une grande partie des réserves officielles de change (**plus de 50% en 1991**). Cette persistance est due aux habitudes contractées depuis 50 ans et au poids industriel, commercial et politique des USA.

L'économie mondiale est donc encore sous influence du dollar.

Un cours trop élevé du \$ renchérit le coût des matières premières et de l'énergie, alourdi la dette des pays débiteurs (car les créances sont libellées en dollar).

Un dollar trop fort gêne la compétitivité Américaine, ce qui peut freiner la croissance Américaine et mondiale et ne permet pas aux USA de rembourser leurs dettes.

4-Une tentative de stabilisation des changes : Le système de change Européen (SME)

Les pays de la CEE vont essayer de se réunir au sein d'un système de change fixe. Une tentative naîtra en 1972 avec « **le système monétaire Européen** ». Les monnaies Européennes sont toujours liées au dollar mais réduisent la marge de fluctuation entre elles.

A la suite de politique économique divergente, ce système se soldera par un échec.

Le S.M.E verra le jour en 1979. Chaque monnaie est définie par rapport à l'**ECU**. Il existe un cours central qui est la valeur d'un ECU en monnaie nationale. DE ce cours central on déduit les cours pivots des monnaies deux à deux.

Le fond de coopération monétaire (**FECOM**) tient le rôle du F.M.I et prête aux pays en difficulté.

5-L'Euro et l'union économique monétaire

Le traité de Maastricht signé par les 12 le 7 février 1992 à instituer l'U.E. Son programme doit conduire à la création d'une monnaie unique (**l'euro**) et d'une banque centrale Européenne.

La mise en circulation de la monnaie unique a été effective le 1^{er} Juillet 2002, s'accompagnant également du retrait des monnaies nationales. Au 1^{er} jour de sa naissance 1€ = 1,1665\$.

Les pays Européens ont opté pour un euro fort face aux autres monnaies pour contraindre les entreprises à des efforts de compétitivités et combattre l'inflation. Au cas échéant elles mettront l'accent sur la conquête des parts de marché.

L'euro a toutes les qualités pour devenir une monnaie internationale car elle remplit les fonctions d'unité de compte (**facturation des échanges commerciaux internationaux**), de moyen de paiement international (**il est utilisé par les entreprises et les banques dans les opérations internationales**).

En fin face à une baisse de l'importance relative du dollar, l'euro a la chance de remplacer ce dernier mais il doit pouvoir s'imposer en Asie.